



Amendement au Document d'Enregistrement Universel (URD) 2020

Rapport financier semestriel au 30 juin 2021 inclus



Le présent amendement au Document d'Enregistrement Universel a été déposé le 30 juillet 2021 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'Enregistrement Universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et, le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'Enregistrement Universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

Le présent amendement actualise et doit être lu conjointement avec le Document d'Enregistrement Universel 2020 déposé auprès de l'AMF le 7 avril 2021 sous le numéro d'enregistrement D.21-0269.

Une table de concordance est fournie dans le présent amendement afin de permettre de retrouver facilement les informations requises par les annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) 2019/980 du 14 mars 2019 conformément au schéma du Document d'Enregistrement Universel et celles mises à jour ou modifiées.

Le Document d'Enregistrement Universel 2020 ainsi que le présent amendement sont disponibles sur le site Internet d'Atos (www.atos.net) dans la section Investisseurs / Information Réglementée, ainsi que sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

Sommaire

1.	RAPPORT D'ACTIVITE	3
1.1.	Atos au premier semestre 2021	3
1.2.	Revue opérationnelle	8
1.2.1.	Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	8
1.2.2.	Chiffre d'affaires par Secteur	10
1.2.3.	Performance par Entité Opérationnelle Régionale	14
1.2.4.	Portefeuille	19
1.2.5.	Ressources Humaines	20
1.3.	Objectifs 2021 et cibles à moyen terme	21
1.4.	Facteurs de risques	22
1.5.	Litiges et réclamations	22
1.5.1.	Litiges en matière fiscale	23
1.5.2.	Litiges en matière commerciale	23
1.5.3.	Litiges en matière sociale	24
1.5.4.	Garanties de passif	24
1.5.5.	Autres	24
1.6.	Parties liées	24
2.	ETATS FINANCIERS	25
2.1.	Revue financière	25
2.1.1.	Compte de résultat	25
2.1.2.	Tableau de flux de trésorerie et endettement net	29
2.1.3.	Ratios bancaires	31
2.2.	Etats financiers consolidés résumés intermédiaires	32
2.2.1.	Compte de résultat consolidé intermédiaire	32
2.2.2.	Etat intermédiaire du résultat global consolidé	33
2.2.3.	Etats consolidés intermédiaires de la situation financière	34
2.2.4.	Tableau de flux de trésorerie consolidé intermédiaire	35
2.2.5.	Variation des capitaux propres consolidés	36
2.2.6.	Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	37
2.3.	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2021	56
3.	PERSONNES RESPONSABLES	58
3.1.	Responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel	58
3.2.	Attestation du responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel	58
3.3.	Responsables du contrôle des comptes	58
4.	GOVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES	59
4.1.	Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration	59
4.2.	Assemblée Générale Annuelle du 12 mai 2021	60
4.3.	Rémunération et actionariat des dirigeants	61
4.3.1.	Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 27 juillet 2021	61
4.3.2.	Révision des conditions de performance des plans d'actions de performance 2019 et 2020	62
4.3.3.	Actions de performance devenues disponibles depuis le 1 ^{er} janvier 2021 pour les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°7	62
4.3.4.	Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1 ^{er} janvier 2021 par les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°5	62
4.4.	Evolution du capital	63
4.4.1.	Informations de base	63
4.4.2.	Dividendes	64
4.4.3.	Capital	64
5.	ANNEXES	69
5.1.	Contacts	69
5.2.	Calendrier financier	69
5.3.	Table de concordance de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020	69
5.4.	Table de concordance du rapport financier semestriel	73
5.5.	Table des matières détaillée	74

1. Rapport d'activité

1.1. Atos au premier semestre 2021

Janvier

Le gouvernement d'Australie du Sud a choisi Atos comme partenaire stratégique. Ce partenariat devrait permettre de fournir des services de plateforme gérée, notamment en matière de sécurité des données et de migration vers le Cloud.

Atos et IBM ont renforcé leur alliance stratégique mondiale visant à aider les entreprises à accélérer leur transformation numérique et à optimiser leurs processus métiers.

Atos est fier de participer au développement de la stratégie nationale française en matière de technologies quantiques. Fort d'une expertise unique en Europe et de technologies innovantes comme l'Atos Quantum Learning Machine (Atos QLM), le simulateur quantique le plus puissant au monde. Atos collabore déjà étroitement avec des acteurs nationaux comme GENCI (Grand Equipement National de Calcul) et le CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives), ou encore la start-up Pasqal.

Atos et OVHcloud ont signé un partenariat stratégique pour fournir aux entreprises et organisations publiques des capacités et des services cloud de confiance, afin d'accélérer la transformation des entreprises partout dans le monde. OVHcloud et Atos vont créer une solution multi-cloud de pointe, 100 % européenne, combinant Atos OneCloud - le puissant guichet unique d'offres d'Atos - avec les solutions innovantes d'OVHcloud basées sur des infrastructures souveraines.

Atos s'est associé à SAP pour soutenir sa toute nouvelle offre, *RISE with SAP*, afin d'aider les clients à migrer leurs activités critiques vers le Cloud, à accélérer leur transformation numérique, et à générer de valeur de leurs investissements dans leur transition vers une entreprise intelligente.

Février

Nest, l'un des plus importants fonds de pension britanniques, a sélectionné Atos en tant qu'administrateur de son futur régime de retraite.

Atos, Axione et Siemens ont remporté le marché couvrant la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance du réseau multi-services et du système de vidéo-surveillance de trois des quatre futures lignes de métro (15, 16 et 17) du « Grand Paris Express », le plus grand projet de transport urbain en Europe.

Atos a relevé ses ambitions en matière de décarbonation afin d'atteindre « zéro émission nette » d'ici 2028. Le Groupe s'engage ainsi à réduire de 50 % les émissions mondiales de carbone sous son contrôle et son influence d'ici 2025 (champs d'application 1,2 et 3) et de compenser toutes ses émissions résiduelles d'ici 2028. Les nouvelles ambitions d'Atos anticipent de 22 ans l'objectif « zéro émission nette » fixé par l'Accord de Paris, qui vise à limiter la hausse des températures à 2°C à l'horizon 2050 par rapport aux niveaux préindustriels, et de sept ans l'objectif que le Groupe s'était initialement fixé (2035).

Atos a finalisé l'acquisition de Profit4SF, société néerlandaise de conseil en technologie et gestion d'entreprise spécialisée dans les implémentations Salesforce pour ses clients aux Pays-Bas.

Atos a été sélectionné par l'Agence d'État espagnole de la Météorologie (AEMET) pour fournir et installer sa technologie de calcul et de stockage, dans le cadre de l'appel d'offres dédié. Basé sur l'architecture de supercalcul BullSequana d'Atos, le nouveau supercalculateur fournira une capacité de calcul près de dix fois supérieure à celle de l'équipement actuel, installé en 2014.

Atos et HDF Energy ont annoncé leur volonté de développer une solution complète pour alimenter, dans la durée, des datacenters avec de l'hydrogène généré par des énergies renouvelables. La solution devrait être la première disponible sur le marché pour les datacenters à forte consommation énergétique. Les deux entreprises ont pour objectif la mise en opération, dès 2023, d'un premier datacenter fonctionnant à l'hydrogène vert.

Mars

Atos est classé parmi les leaders dans le rapport du cabinet d'études Technology Business Research Inc (TBR) dédié au marché de l'informatique quantique. Atos s'est notamment distingué par sa capacité à accélérer l'exploration et le développement des algorithmes quantiques.

Atos est positionné comme Leader des services de cyber-résilience par le cabinet international de recherche et de conseil NelsonHall dans son dernier rapport NEAT.

Atos a signé un contrat avec l'Université de Swansea pour la fourniture de son supercalculateur BullSequana X410. Celui-ci s'appuie sur la nouvelle architecture GPU NVIDIA A100 Tensor Core et le réseau InfiniBand NVIDIA Mellanox HDR 200Gb/s. Il permettra aux universitaires de Swansea et du Pays de Galles de mener des recherches à partir d'algorithmes de machine learning et de deep learning.

Atos a livré sa plateforme Atos Quantum Learning Machine (Atos QLM), le simulateur quantique commercial le plus performant au monde, au Leibniz Supercomputing Centre (LRZ), de l'Académie bavaroise des sciences.

Atos s'est engagé à remplacer l'ensemble de ses quelque 5 500 véhicules d'entreprise par des modèles électriques d'ici à la fin de l'année 2024. Le Groupe entend ainsi réduire les émissions de carbone de sa flotte mondiale de 50% en trois ans, conformément à son ambition d'atteindre « zéro émission nette » d'ici 2028.

Avril

Atos a signé un accord avec European Athletics, instance dirigeante de l'athlétisme en Europe, devenant ainsi son partenaire numérique officiel jusqu'en 2024.

Atos, Dassault Systèmes, Groupe Renault, STMicroelectronics et Thales se sont associés pour créer la « Software République » : un nouvel écosystème ouvert favorisant la mobilité intelligente et durable.

Atos a signé un contrat avec Bureau Veritas, un leader mondial des essais, de l'inspection et de la certification, afin de fournir des services de cybersécurité de pointe pour protéger ses 75 000 employés et 1 600 bureaux et laboratoires dans 140 pays.

Atos et le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ont annoncé leur partenariat. Atos devient ainsi, à titre exclusif, Supporteur Officiel en services et opérations de cybersécurité pour l'événement.

Atos a annoncé le chiffre d'affaires de son premier trimestre 2021. **Le chiffre d'affaires** du premier trimestre 2021 s'est établi à **2 692 millions d'euros**, en baisse de **-1,9%** à taux de change constants. Les activités d'Atos ont encore été affectées par le Covid-19 au cours du trimestre malgré une bonne résilience en Services Financiers & Assurance et en Santé & Sciences de la Vie ainsi qu'Europe du Nord, en Marchés de Croissance et une reprise encourageante en Europe du Sud. Les prises de commandes à **2 596 millions d'euros**, soit un **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 96%**.

Atos a signé un accord en vue d'acquérir Ipsotek, fournisseur de logiciels d'analyse vidéo enrichis par intelligence artificielle (IA).

Atos a signé un accord en vue d'acquérir Processia, intégrateur canadien de systèmes de gestion du cycle de vie des produits (Product Lifecycle Management - PLM) et partenaire « Services » mondial de Dassault Systèmes.

Le premier supercalculateur EuroHPC est désormais opérationnel. Baptisé « Vega », ce supercalculateur repose sur l'architecture BullSequana XH2000 d'Atos.

Atos a inauguré son nouveau laboratoire mondial de recherche et développement aux Clayes-sous-Bois, en Île-de-France (Yvelines). Cet espace de 8 000 mètres carré, qui accueille près de 350 ingénieurs hautement qualifiés, sera dédié à l'innovation et à la recherche dans les domaines stratégiques que sont l'informatique quantique, le calcul haute performance, l'edge computing, l'intelligence artificielle et la cybersécurité.

Mai

Atos et SENAI CIMATEC, l'un des principaux instituts brésiliens d'éducation, de recherche et d'innovation, ont annoncé la création du premier Centre d'excellence en informatique quantique brésilien à destination des entreprises.

Atos et le port d'Esbjerg, l'un des plus grands ports de Scandinavie, ont lancé un projet de co-innovation visant à créer un port neutre en carbone et apporter une solution de décarbonation ambitieuse aux entreprises.

Le nouveau supercalculateur EuroHPC situé au Sofia Tech Park (Bulgarie), qui repose sur l'architecture BullSequana XH2000 d'Atos, est maintenant entièrement livré et assemblé.

Atos est devenu le principal partenaire numérique de la Région flamande, dans le cadre d'un contrat courant sur une période de sept ans.

Atos est classé deuxième acteur mondial et premier acteur européen des services de sécurité gérés (Managed Security Services, MSS) en termes de revenus sur l'année 2020, selon le dernier rapport publié par Gartner.

Atos et Thales ont annoncé la création d'« Athea », une société commune destinée à développer une plateforme souveraine associant traitement de données massives et intelligence artificielle pour les secteurs de la défense, du renseignement et de la sécurité intérieure et qui s'adresse tant aux acteurs publics que privés. Athea bénéficie de l'expérience acquise par les deux entreprises dans la phase de démonstration du programme « ARTEMIS », la plateforme Big Data du ministère des Armées.

Juin

Atos a livré SICS, le système de commandement et de conduite des opérations du programme SCORPION, à la Direction générale de l'armement (DGA). Par ailleurs, Atos a annoncé que la DGA lui a également confié le développement des futures évolutions du système d'arme et son maintien en condition opérationnelle.

Atos a signé un contrat avec l'université d'Édimbourg pour la fourniture de son supercalculateur le plus performant et le plus économe en énergie du marché : le BullSequana XH2000. Ce contrat représente le plus grand déploiement de système dédié au calcul accéléré par processeur graphique (GPU) sur un site client au Royaume-Uni.

Atos a confirmé sa position de leader du numérique décarboné et sécurisé en dévoilant l'offre de solutions et services de décarbonation de bout en bout la plus complète du marché. Le Groupe entend ainsi encourager et faciliter l'adoption par les entreprises d'une stratégie « zéro émission nette ». Atos a annoncé également l'ouverture de son Centre d'excellence mondial dédié à la transformation « net zéro », réparti sur neuf hubs en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Atos et Huma, spécialiste du numérique en santé, ont annoncé un partenariat mondial, d'une durée de cinq ans, visant à transférer les soins de santé et les essais cliniques de l'hôpital à la maison.

Atos a rejoint AI4Cities, un projet de trois ans financé par l'Union Européenne qui vise à aider six villes et régions d'Europe à accélérer leur transition vers la neutralité carbone : Helsinki (Finlande), Amsterdam (Pays-Bas), Copenhague (Danemark), l'Île-de-France (France), Stavanger (Norvège) et Tallin (Estonie).

Atos a lancé « ThinkAI », une solution de bout-en-bout sécurisée et évolutive qui permet aux entreprises de concevoir, développer et fournir des applications d'intelligence artificielle (IA) haute performance.

Juillet

Atos a été choisi par les Comités Olympiques Européens (COE) comme partenaire technologique numérique officiel pour les éditions 2023 et 2027 des Jeux européens. Dans le cadre de ce partenariat, Atos, partenaire de longue date du Mouvement olympique, et les COE - l'organe directeur des 50 comités nationaux olympiques d'Europe - collaboreront afin d'améliorer l'engagement des supporters.

A l'occasion de l'édition 2021 des « Atos Technology Days », Atos a lancé Atos Computer Vision Platform, sa nouvelle plateforme de bout en bout hautement évolutive dédiée à l'analyse de vidéos et d'images enrichie par l'intelligence artificielle (IA). Il s'agit, dans ce domaine, de la solution la plus complète actuellement disponible sur le marché.

Atos a également annoncé le lancement d'une initiative majeure qui positionne le Groupe comme acteur de référence au sein de l'économie des données et souligne sa vision stratégique pour les années à venir : « Atos Digital Hub », une solution unique en son genre dont l'objectif principal est de servir d'accélérateur pour la conception de plateformes d'écosystèmes.

Huit nouvelles startups ont rejoint « Scaler, the Atos Accelerator », portant à 20 le nombre de pépites accompagnées par le programme.

Atos a été sélectionné par le groupe pharmaceutique et dermo-cosmétique Pierre Fabre pour son projet de transformation digitale sécurisée et décarbonée. Ce projet, élaboré conjointement, va engager Pierre Fabre dans une stratégie multicloud à partir du guichet unique d'offres Atos OneCloud.

Atos et IBM ont annoncé leur projet de partenariat pour la conception d'une nouvelle infrastructure numérique hautes performances pour le ministère de la Défense aux Pays-Bas.

Atos a annoncé, le 12 juillet, un ajustement des objectifs 2021 en raison d'une accélération du déclin des activités d'infrastructures classiques dans un contexte de migration plus forte vers le Cloud post-Covid. Le Groupe considère désormais que cet effet se poursuivra au second semestre. Dans ce contexte, le Groupe a ajusté ses objectifs 2021 :

- Croissance du chiffre d'affaires à taux de change constants sur l'ensemble de l'année « Stable » (vs. +3,5% à +4,0% initialement).
- Taux de marge opérationnelle sur l'ensemble de l'année à environ 6,0% (vs. 9,4% à 9,8% initialement).
- Flux de trésorerie disponible pour 2021 est ajusté à « Positif » (vs. 550 à 600 millions d'euros initialement).

Le Groupe a également annoncé l'accélération de son agenda de transformation :

- La revue stratégique du portefeuille des actifs non-cœur de métier est en voie de finalisation ; et
- Les négociations avec les partenaires sociaux concernant le nécessaire redressement des activités d'infrastructure en Allemagne ont conclu à un plan de départ d'environ 1 300 salariés, qui doit permettre un accroissement de 1% de la marge opérationnelle au niveau du Groupe à moyen terme et qui a un coût total de 180 millions d'euros.

L'agence de notation S&P Global Ratings a annoncé, le 16 juillet, avoir placé la note « BBB+ » d'Atos sous surveillance avec implications négatives.

Atos a été sélectionné par EY pour personnaliser et d'améliorer l'expérience de travail de ses 300 000 collaborateurs répartis dans plus de 150 pays grâce à son « Proactive Experience Center ».

Atos a annoncé qu'avec l'aide de conseils extérieurs, la Société a terminé la revue comptable détaillée des deux entités juridiques aux Etats-Unis qui avaient fait l'objet d'une réserve dans le rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes consolidés de l'exercice 2020. Ces travaux, qui ont été revus par les Commissaires aux Comptes dans le cadre de leurs procédures semestrielles, n'ont pas révélé d'anomalie matérielle au regard des comptes consolidés du Groupe. En outre, le Conseil d'Administration d'Atos s'est réuni le 27 juillet 2021 et a examiné et arrêté lors de cette réunion les comptes consolidés du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021. Les Commissaires aux Comptes ont effectué les procédures d'examen limité sur les comptes consolidés résumés semestriels et un rapport sans réserve a été émis. Le plan de remédiation et de prévention a également été finalisé et il est en cours de déploiement. Les principales actions mises en place dans le cadre de ce plan couvrent les domaines suivants : contrôles préventifs, politiques internes et documentation, revue des ressources humaines, compétences et organisation, ainsi que sensibilisation et formation. L'objectif de ce plan est la remédiation en Amérique du Nord et la prévention dans toutes les entités opérationnelles régionales.

Atos a annoncé ses résultats financiers. Le **chiffre d'affaires** s'est élevé à **5 424 millions d'euros**, en **baisse de -1,0%** à taux de changes constants. Le chiffre d'affaires du premier semestre a été impacté par les activités d'Infrastructure Classique compte tenu de l'accélération des migrations vers le Cloud ainsi que d'une diminution plus importante sur Unified Communications & Collaboration. La marge opérationnelle a atteint **5,6%** du chiffre d'affaires, soit **302 millions d'euros**, en baisse de -220 points de base par rapport à l'année dernière à taux de change constants. Les **prises de commandes** du Groupe ont atteint **5 569 millions d'euros**, représentant **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 103%**, avec **109% au deuxième trimestre**. Le **carnet de commandes** à fin juin 2021

s'élève à **23,6 milliards d'euros**, stable comparé à fin décembre 2020, soit **2,1 années de chiffre d'affaires**. Le **montant total pondéré des propositions commerciales** s'est élevé à **7,4 milliards d'euros**, représentant **7,9 mois**, en diminution comparé au début de l'année en raison de l'évolution de l'activité. Le **flux de trésorerie disponible** au premier semestre 2021 s'est élevé à **-369 millions d'euros** par rapport à -172 millions d'euros au cours du premier semestre 2020. La variation résulte principalement d'une diminution de -141 millions de l'Excédent Brut Opérationnel (EBO) et d'effets sur le besoin en fonds de roulement, principalement une réduction de la contribution des avances clients pour 200 millions d'euros.

Atos a annoncé la signature de trois acquisitions dans le Digital et dans le Cloud :

- **Nimbix** : une société basée aux Etats-Unis fournissant une plateforme Cloud dans le domaine du calcul haute performance (HPC). Nimbix fournit des services de « HPC as-a-service » permettant aux ingénieurs et scientifiques l'accès à l'infrastructure et aux logiciels pour concevoir, calculer, dimensionner et déployer des applications de simulation et d'intelligence artificielle ;
- **IDEAL GRP** : un intégrateur dans la gestion du cycle de vie des produits (PLM) et partenaire de Siemens Digital Industry Software, basé en Finlande. IDEAL GRP offre du conseil, de l'intégration et de la maintenance dans les secteurs de l'Industrie et de l'Energie. Une équipe d'environ 100 experts hautement qualifiés rejoint Atos. Cette acquisition fait suite à celle de Processia dans le PLM close en juin 2021.
- **Visual BI** : une société américaine spécialisée dans l'analyse de données en environnement Cloud, partenaire Elite de Snowflake. Avec cette acquisition, Atos accueille 180 experts particulièrement qualifiés dans le domaine de l'analyse de données.

1.2. Revue opérationnelle

1.2.1. Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2021 s'est élevé à 5 424 millions d'euros, soit -1,0% à taux de change constants et -2,7% en croissance organique. La marge opérationnelle s'est établie à 302 millions d'euros, soit 5,6% du chiffre d'affaires, en baisse de -220 points de base à taux de change constants.

<i>En millions d'euros</i>	S1 2021	S1 2020	variation %
Chiffre d'affaires statutaire	5 424	5 627	-3,6%
Effet de change		-150	
Chiffre d'affaires à taux de change constants	5 424	5 477	-1,0%
Effet des changements de périmètre		100	
Effet de change sur les périmètres acquis ou cédés		-4	
Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants	5 424	5 574	-2,7%
Marge opérationnelle statutaire	302	450	-32,9%
Effet des changements de périmètre		6	
Effet de change		-23	
Marge opérationnelle à taux de change et périmètre constants	302	433	-30,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>5,6%</i>	<i>7,8%</i>	

Les tableaux ci-dessous présentent les effets, sur le chiffre d'affaires et la marge opérationnelle du premier semestre 2020, des acquisitions et des cessions, des transferts internes reflétant la nouvelle organisation du Groupe et les variations de taux de change.

Chiffre d'affaires S1 2020

<i>En millions d'euros</i>	S1 2020 Publié	Transferts internes	Taux de change	S1 2020 à taux de change constants*
Industries	1 037	-11	-20	1 006
Services Financiers & Assurance	1 077	2	-38	1 041
Secteur Public & Défense	1 216	35	-18	1 233
Télécommunications, Médias & Technologies	836	-50	-25	761
Ressources & Services	804	34	-24	814
Santé & Sciences de la Vie	657	-9	-26	622
TOTAL GROUPE	5 627		-150	5 477
Amérique du Nord	1 355		-115	1 240
Europe du Nord	1 360		-1	1 359
Europe Centrale	1 370		-2	1 368
Europe du Sud	1 143	4	-0	1 147
Marchés de Croissance	399	-4	-32	363
TOTAL GROUPE	5 627		-150	5 477
Effet périmètre				97
TOTAL GROUPE				5 574

* Aux taux de change S1 2021

Marge opérationnelle S1 2020

<i>En millions d'euros</i>	S1 2020 Publié	Transferts internes	Taux de change	S1 2020 à taux de change constants*
Industries	13	2	-1	13
Services Financiers & Assurance	126	1	-6	121
Secteur Public & Défense	116	2	-3	115
Télécommunications, Médias & Technologies	84	-9	-5	70
Ressources & Services	43	1	-2	42
Santé & Sciences de la Vie	68	2	-5	65
TOTAL GROUPE	450		-22	427
Amérique du Nord	208		-19	188
Europe du Nord	101		-0	100
Europe Centrale	42		-0	42
Europe du Sud	86	8	-0	94
Marchés de Croissance	54	-8	-2	43
Structures globales	-	40	-1	41
TOTAL GROUPE	450		-22	427
Effet périmètre				6
TOTAL GROUPE				433

* Aux taux de change S1 2021

Les effets de périmètre s'élevaient à 97 millions d'euros sur le chiffre d'affaires et de 6 millions d'euros sur la marge opérationnelle. Ils sont principalement liés :

- Aux acquisitions finalisées en 2020 et au premier semestre 2021 pour +118 millions d'euros de chiffre d'affaires et +10 millions d'euros de marge opérationnelle ; et
- à la cession de certaines activités spécifiques de Unified Communication & Collaboration et Wivertis GmbH en 2020 pour un montant total de -21 millions d'euros de chiffre d'affaires et -4 millions d'euros de marge opérationnelle.

L'effet de change a contribué négativement au chiffre d'affaires pour -150 millions d'euros et à la marge opérationnelle pour -22 million d'euros provenant principalement de la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro et, dans une moindre mesure, la dépréciation du dollar de Hong Kong et du réal brésilien par rapport à l'euro au cours de la période.

1.2.2. Chiffre d'affaires par Secteur

	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants	S1 2021	S1 2020*	S1 2021	S1 2020*
<i>En millions d'euros</i>							
Industries	980	1 006	-2,6%	47	13	4,7%	1,3%
Services Financiers & Assurance	1 095	1 041	+5,2%	94	121	8,6%	11,7%
Secteur Public & Défense	1 190	1 233	-3,5%	30	115	2,5%	9,4%
Télécommunications, Médias & Technologies	748	761	-1,7%	34	70	4,6%	9,3%
Ressources & Services	778	814	-4,5%	32	42	4,1%	5,2%
Santé & Sciences de la Vie	633	622	+1,9%	65	65	10,3%	10,4%
Total	5 424	5 477	-1,0%	302	427	5,6%	7,8%

* A taux de change constants

1.2.2.1. Industries

<i>En millions d'euros</i>	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	980	1 006	-2,6%
Marge opérationnelle	47	13	
Taux de marge opérationnelle	4,7%	1,3%	

* A taux de change constants

Représentant 18% du chiffre d'affaires du Groupe, le Secteur Industries a enregistré un chiffre d'affaires de 980 millions d'euros, en baisse de -2,6% par rapport au premier semestre 2020 à taux de change constants.

Le Secteur a été impacté par une accélération de la migration des Infrastructures Classiques vers le Cloud public dans tous les sous-secteurs.

Le Secteur a également été impacté par la baisse des volumes avec Siemens, principalement en Europe du Nord, en Europe Centrale et en Amérique du Nord, tandis que de nouveaux projets ont été lancés dans les Marchés de Croissance.

En Europe du Sud, le repli avec certains clients de l'Aérospatial et des Industries de Transformation amorcé en 2020 a été partiellement compensé par l'augmentation des volumes avec les secteurs des Services Industriels et de la Fabrication Industrielle.

L'activité a augmenté avec les clients du secteur Agroalimentaire en Europe Centrale avec la montée en charge de nouveaux projets avec une grande entreprise dans le Secteur des boissons et Philip Morris. En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a augmenté grâce à la montée en charge d'un nouveau logo dans l'Analytique, et à celle d'un nouveau contrat avec un grand fabricant d'ascenseurs.

Les activités réalisées avec les dix principaux clients ont représenté 50% du Secteur Industries.

La marge opérationnelle s'est élevée à 47 millions d'euros, soit 4,7% du chiffre d'affaires, en hausse de +340 points de base à taux de change constants. Malgré un impact négatif sur les volumes, le Secteur a réussi à augmenter sa marge sur les projets, grâce à la mise en œuvre de plans rigoureux de contrôle des coûts et de programmes d'améliorations sur des contrats difficiles des secteurs Aérospatial et la Fabrication Industrielle, qui ont été placés sous surveillance étroite depuis l'année dernière, et également grâce au lancement de nouveaux projets avec une meilleure maîtrise des coûts et de l'exécution. La diminution des coûts de structure a aussi contribué de façon positive.

1.2.2.2. Services Financiers & Assurance

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	1 095	1 041	5,2%
Marge opérationnelle	94	121	
Taux de marge opérationnelle	8,6%	11,7%	

* A taux de change constants

Le chiffre d'affaires du Secteur Services Financiers & Assurance a totalisé 1 095 millions d'euros au cours du premier semestre 2021, soit 20% du chiffre d'affaires total du Groupe. Le secteur a progressé de 5,2% à taux de change constants par rapport à 2020.

Cette hausse est principalement portée par l'Externalisation des Processus Métiers avec une forte hausse, principalement en Europe du Nord avec un nouveau logo dans le domaine des retraites remporté en 2020, la montée en charge d'un contrat avec Aegon au Royaume-Uni, ainsi que des volumes supplémentaires avec une caisse d'épargne.

Le Secteur Assurance a progressé, principalement grâce à la montée en charge du contrat avec Willis Towers Watson compensant le ralentissement et la baisse des prix avec la Continental Casualty Company en Amérique du Nord, et en Europe du Nord un ralentissement avec Aviva.

Le Secteur Banque est en baisse, notamment en raison de DST Worldwide en Europe du Nord, de la réduction de l'activité avec State Street liée à la Covid-19, de la baisse des volumes avec American Express en Amérique du Nord, du repli de l'activité avec Deutsche Bank en Europe Centrale, et de la fin d'un contrat avec une grande banque en Espagne. Les Marchés de Croissance ont progressé sous l'effet d'une nouvelle livraison HPC pour une grande banque au Brésil au cours du premier trimestre, et un nouveau logo avec une banque numérique en Égypte, malgré la baisse constatée avec une grande banque en Asie.

Les dix principaux clients du Secteur Services Financiers & Assurance ont représenté 50% du chiffre d'affaires total du secteur au premier semestre 2021.

La marge opérationnelle a atteint 94 millions d'euros, soit 8,6% du chiffre d'affaires et une diminution de -310 points de base par rapport à l'an dernier à taux de change constants. Le Secteur a bénéficié d'un effet de volume positif lié notamment aux nouveaux contrats en Amérique du Nord et en Europe du Nord. Mais cet effet positif a été compensé par un repli des marges avec d'importants clients en Asie et en Allemagne. Certains nouveaux projets ont également été impactés par le taux d'attrition dans les Group Global Delivery Centers du Groupe qui ont nécessité le recours à des sous-traitants pour garantir la livraison des projets.

1.2.2.3. Secteur Public & Défense

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	1 190	1 233	-3,5%
Marge opérationnelle	30	115	
Taux de marge opérationnelle	2,5%	9,4%	

* A taux de change constants

Le Secteur Public & Défense est le premier secteur d'activité du Groupe avec un chiffre d'affaires de 1 190 millions d'euros, représentant 22% du chiffre d'affaires du Groupe. Le chiffre d'affaires du Secteur

est en baisse de -3,5% par rapport au premier semestre 2020 à taux de change constants, principalement en Amérique du Nord, en Europe du Nord et en Europe centrale.

Les contrats de calcul haute performance (HPC) progressent légèrement, portés par un projet avec un consortium de recherche italien dans le cadre du programme Euro HPC. Cela a permis de compenser la baisse due au non-renouvellement de livraisons importantes de HPC au premier semestre 2020 à un institut de recherche en Allemagne et aux autorités indiennes.

Le Secteur a dû faire face à une baisse des volumes et des prix avec Texas DIR, ainsi qu'à un ralentissement des projets avec les institutions européennes, le gouvernement américain, la police nationale en Suisse et les autorités belges. Il a également été impacté par le non-renouvellement des ventes de produits avec l'État du New Jersey en 2020, et par la déconsolidation de Wivertis.

Cela n'a pas pu être compensé par la hausse des activités avec les institutions publiques au Royaume-Uni, le nouveau logo l'État de l'Oklahoma et le développement du projet NG911 avec l'État de Californie, ni par la montée en charge d'un projet avec Autobahn en Allemagne.

37 % du chiffre d'affaires de ce Secteur a été réalisé avec les dix principaux clients.

La marge opérationnelle s'est élevée à 30 millions d'euros, soit 2,5% du chiffre d'affaires. Le Secteur a été principalement impacté par la baisse significative des volumes qui a généré moins de marge sur les projets et une importante sous-absorption des coûts de structure. Cet effet de volume a également été amplifié par la baisse des prix notamment en Amérique du Nord avec un client important et par une marge inférieure sur les nouveaux projets en Europe du Sud et Centrale.

1.2.2.4. Télécommunications, Médias & Technologies

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	748	761	-1,7%
Marge opérationnelle	34	70	
Taux de marge opérationnelle	4,6%	9,3%	

* A taux de change constants

Le chiffre d'affaires du Secteur Télécommunications, Médias & Technologies représentait 14% du chiffre d'affaires du Groupe avec 748 millions d'euros, en baisse de -1,7% par rapport au premier semestre 2020, à taux de change constants.

L'activité High Tech & Technologie a progressé sur le semestre par rapport à l'année dernière, principalement grâce à un important contrat de vente de produits avec un partenaire technologique majeur en Europe du Nord qui a plus que compensé la baisse en Europe Centrale et en Amérique du Nord liée aux ralentissements de projets enregistrés respectivement avec Nokia, Xerox et Conduent. En Amérique du Nord, les projets avec Google et Northrop Grumman ont continué à contribuer positivement.

Les Médias ont reculé, notamment en raison du ralentissement de l'activité avec BBC en Europe du Nord et de la décélération avec McGraw-Hill en Amérique du Nord. L'activité a repris avec une grande société de divertissement en Amérique du Nord.

L'activité Télécoms a enregistré une baisse principalement en raison du manque de nouveaux contrats pour compenser des opérations non récurrentes de 2020 et la fin d'un contrat en Allemagne. L'Europe du Sud a enregistré une amélioration grâce aux nouveaux contrats et les Marchés de Croissance ont également eu un impact positif en raison de la hausse des volumes livrés en Afrique.

45% du chiffre d'affaires a été réalisé avec les dix principaux clients de ce Secteur.

La marge opérationnelle a atteint 34 millions d'euros, soit 4,6% du chiffre d'affaires. Le Secteur a été principalement affecté par une réduction des volumes due à l'impact de la migration vers le Cloud qui n'a pas pu être compensée à cause de la nature fixe des coûts d'Infrastructures Classiques et des transactions non récurrentes en Amérique du Nord et en Europe Centrale n'a pas pu être renouvelés

en 2021. L'amélioration de la marge des projets dans les anciens contrats difficiles ainsi que l'augmentation des volumes en Europe du Nord n'ont pas pu compenser cette baisse en raison de la faible marge réalisée sur les ventes de produits.

1.2.2.5. Ressources & Services

<i>En millions d'euros</i>	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	778	814	-4,5%
Marge opérationnelle	32	42	
Taux de marge opérationnelle	4,1%	5,2%	

* A taux de change constants

Au cours du premier semestre 2021, le chiffre d'affaires du Secteur Ressources & Services s'est élevé à 778 millions d'euros, soit 14% du chiffre d'affaires total du Groupe. Le Secteur est en baisse de -4,5% à taux de change constants par rapport au premier semestre 2020, avec un repli de -2,5% au deuxième trimestre.

Les principales régions impactées étaient l'Amérique du Nord, l'Europe du Nord et les Marchés de Croissance, tandis que l'Europe Centrale et l'Europe du Sud étaient en croissance au premier semestre 2021.

Les projets avec des clients dans les secteurs de l'Énergie et des Services Publics ont diminué, principalement en raison du non-renouvellement de ventes de produits HPC au premier semestre 2020 avec Petrobras au Brésil et un acteur du Service Public de premier plan en France, ainsi que d'une baisse du volume avec d'autres clients en Europe du Nord.

La situation des clients opérant dans les secteurs Distribution, Transport et Hôtellerie a également été difficile avec la fin du contrat avec Triple Five, le recul des volumes avec une entreprise de courrier au Royaume-Uni et des baisses de volumes avec Fedex au premier trimestre. Ceci a été atténué par des ventes de produits supplémentaires avec Goli Nutrition et la montée en charge de nouveaux logos, à l'image d'une société de transport française. Les nouvelles offres du Groupe liées à la Décarbonation ont également eu un impact positif sur le chiffre d'affaires du secteur, en particulier avec une compagnie aérienne.

Les dix principaux clients ont représenté 40% du chiffre d'affaires total du Secteur Ressources & Services.

La marge opérationnelle s'est élevée à 32 millions d'euros, soit 4,1% du chiffre d'affaires. Les principaux impacts ont été en Europe du Nord avec une baisse du chiffre d'affaires avec une grande société de services publics au Royaume-Uni, ainsi qu'en Europe du Sud avec des baisses de volumes affectant la rentabilité. Le recul des volumes a été partiellement compensé par un contrôle de l'efficacité sur les projets, par exemple en Europe du Sud ou en Inde. Le Secteur a engagé des coûts de vente pour soutenir le développement commercial, en particulier auprès des grandes entreprises de transport à la suite de la pandémie de Covid-19.

1.2.2.6. Santé & Sciences de la Vie

<i>En millions d'euros</i>	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	633	622	1,9%
Marge opérationnelle	65	65	
Taux de marge opérationnelle	10,3%	10,4%	

* A taux de change constants

Représentant 12% du chiffre d'affaires du Groupe, le chiffre d'affaires du Secteur Santé & Sciences de la Vie s'est élevé à 633 millions d'euros, en hausse de +1,9% par rapport au premier semestre 2020 à taux de change constants.

La performance enregistrée en Amérique du Nord a été impactée par le recul du volume des ventes réalisée avec Allscripts et le ralentissement des services IoT dans la Santé. Cette baisse a été compensée par la contribution positive de l'acquisition des services Cloud de Maven Wave et la montée en charge de nouveaux logos en Amérique du Nord.

L'Europe du Nord progresse en raison de la montée en charge de certains projets au Royaume-Uni avec une institution de sécurité sociale ainsi qu'avec un grand hôpital. Cela a plus que compensé la diminution des volumes du contrat avec Philips aux Pays-Bas.

Le Secteur a également été porté par la montée en charge d'un contrat mondial avec Bayer dans l'ensemble des zones géographiques, et par la performance des Marchés de Croissance grâce à un contrat avec le ministère de la santé d'Australie occidentale.

Les dix premiers clients ont représenté 57% du chiffre d'affaires du Secteur.

La **marge opérationnelle** s'est élevée à 65 millions d'euros, soit 10,3% du chiffre d'affaires et reste stable par rapport à l'an dernier. Le Secteur a bénéficié d'un impact de volumes positif qui a même été amplifié par la forte rentabilité des nouveaux projets. Cette amélioration de la marge des projets a permis au secteur d'investir dans ses structures commerciales.

1.2.3. Performance par Entité Opérationnelle Régionale

	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants	S1 2021	S1 2020*	S1 2021	S1 2020*
<i>En millions d'euros</i>							
Amérique du Nord	1 170	1 240	-5,6%	138	188	11,8%	15,2%
Europe du Nord	1 402	1 359	+3,1%	91	100	6,5%	7,4%
Europe Centrale	1 240	1 368	-9,4%	21	42	1,7%	3,1%
Europe du Sud	1 231	1 147	+7,3%	46	94	3,7%	8,2%
Marchés de Croissance	382	363	+5,3%	45	43	11,8%	11,9%
Coûts des structures globales	-	-	-	-39	-41	-0,7%	-0,7%
Total	5 424	5 477	-1,0%	302	427	5,6%	7,8%

* A taux de change constants

1.2.3.1. Amérique du Nord

<i>En millions d'euros</i>	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	1 170	1 240	-5,6%
Marge opérationnelle	138	188	
Taux de marge opérationnelle	11,8%	15,2%	

* A taux de change constants

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 170 millions d'euros, en baisse de -5,6% à taux de change constants. La région Amérique du Nord a été confrontée à un recul du volume des activités des centres de données classiques et des activités Time & Material, compensé par une bonne performance des solutions Cloud de Maven Wave et de l'activité Big Data & Cybersecurity. Les nouvelles acquisitions dans l'expertise des services de Cybersécurité avec In Fidem et Paladion, Eagle Creek spécialisée dans l'intégration de Salesforce et Processia dans la gestion du cycle de vie des produits ont contribué positivement à la croissance du chiffre d'affaires.

Les activités Télécommunications, Médias & Technologies étaient en recul de -3,8%, impactées par la baisse des volumes dans les Digital Workplace en raison de la fin de certains contrats. Ce repli a été compensé par l'impact positif de Big Data & Cybersecurity dû à une augmentation des volumes avec Google et à la contribution positive de l'acquisition d'Eagle Creek et du nouveau logo Northrop Grumman, la gestion des infrastructures et des services d'Intelligence Artificielle. Le marché des Médias est resté stable.

Le chiffre d'affaires du Secteur Public & Défense a diminué de manière significative, impacté par la baisse des volumes des services mainframe et des projets avec Texas DIR et par l'effet de base des ventes non récurrentes de produits avec l'État du New Jersey en 2020. Cette tendance négative a été partiellement compensée par la montée en charge des projets de Digital Workplace lancés avec le nouveau logo État de l'Oklahoma et le nouveau projet NG911 avec l'État de Californie.

Le Secteur Industries est resté stable, une légère baisse des activités Time and Material avec Siemens et Daimler en raison de la crise de la Covid ayant été compensée par des projets de Digital Workplace et de services avec de nouveaux logos tels que Carrier et Otis.

Les Ressources & Services ont diminué en raison du recul des volumes sur le marché du transport et de l'hôtellerie avec Fedex et SIAM. Cette tendance a été compensée par une légère montée en charge des services Edge et Internet des Objets (IoT) et par la signature du nouveau logo Kroger.

La Santé & Sciences de la Vie est en recul à taux de change constants. Ceci s'explique principalement par la résiliation d'un contrat avec la société McLaren et par la baisse des volumes avec Allscripts, ainsi que par le ralentissement progressif des solutions Cloud dans le Secteur de la Santé. Cette baisse a été compensée par la contribution positive des services Cloud rendus par Maven Wave et la montée en charges des nouveaux logos comme Baylor Scott White Health et Humana.

Les Services Financiers & Assurance ont progressé positivement bénéficiant de la montée en charge des volumes de vente avec des clients comme Willis Towers Watson et de la contribution positive de l'acquisition d'Eagle Creek. Le Secteur a également été confronté à l'impact de la crise liée à la Covid, les clients du secteur bancaire réduisant leurs dépenses au détriment de leurs partenaires informatiques externes comme State Street et American Express.

La marge opérationnelle s'est élevée à 138 millions d'euros, soit 11,8% du chiffre d'affaires. La rentabilité a baissé par rapport à 2020 principalement en raison de l'érosion du chiffre d'affaires, en particulier dans le Secteur Public & Défense et dans les Télécommunications, Médias & Technologies, ce qui a généré moins de marge sur les projets mais aussi une moindre absorption des coûts de structure. La baisse de la marge est principalement liée à une diminution des ventes non récurrentes de produits et de l'advanced computing en 2021 par rapport à l'année dernière, ainsi qu'à un recul des volumes des services mainframe et autres services d'infrastructure. Les nouveaux projets lancés en 2021 ont contribué positivement mais ont nécessité dans certains cas un degré plus élevé de sous-traitance pour compenser le taux d'attrition aux États-Unis et dans les Global Delivery Centers à l'appui des contrats américains.

1.2.3.2. Europe du Nord

<i>En millions d'euros</i>	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	1 402	1 359	3,1%
Marge opérationnelle	91	100	
Taux de marge opérationnelle	6,5%	7,4%	

* A taux de change constants

Le chiffre d'affaires s'est établi à 1 402 millions d'euros, en hausse de +3,1% à taux de change constants. La forte croissance de l'activité dans les Secteurs Télécommunications, Médias & Technologies et Services Financiers & Assurance, et la croissance des Secteurs Industries et Santé & Sciences de la Vie ont compensé les difficultés rencontrées par le Secteur Public & Défense et les Ressources & Services.

Le Secteur Industries a progressé par rapport à l'an dernier grâce à des montées en charge avec Philip Morris et Nouryon, ainsi qu'à un contrat avec le nouveau logo Nornickel qui ont plus que compensé la baisse avec Siemens.

Le Secteur Services Financiers & Assurance a clôturé le semestre en hausse, porté en grande partie par un nouveau projet important remporté en 2020 avec une caisse de retraite au Royaume-Uni, ainsi que par la montée en charge d'un contrat avec un nouveau logo dans le secteur de l'assurance. Cela a été plus que suffisant pour compenser certaines ruptures de contrats et réductions d'activité, comme Aviva et un prestataire de services mondial.

Le Secteur Public & Défense était en repli par rapport à l'an dernier, principalement en raison de la clôture du contrat de calcul haute performance (HPC) avec le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme, ainsi que des livraisons de calcul haute performance (HPC) avec les institutions de l'Union européenne en 2020 qui n'ont pas été renouvelées en 2021. Ceci a été en partie

atténué par la bonne performance avec certaines institutions publiques au Royaume-Uni.

Les Télécommunications, Médias & Technologies ont enregistré une hausse significative par rapport à l'année dernière, principalement grâce à un contrat Big Data avec un client du secteur Technologies. Une évolution positive a été enregistrée avec une entreprise technologique multinationale. Ces projets ont plus que compensé certaines baisses de volumes dans le Secteur des Médias, et le ralentissement progressif d'un projet avec un grand opérateur télécom.

Le Secteur Ressources & Services est en baisse par rapport à l'an dernier, principalement en raison du ralentissement des contrats avec une société postale britannique, une société d'énergie intégrée au Royaume-Uni et une compagnie aérienne, qui n'a pas pu être entièrement compensée par l'évolution positive enregistrée avec un nouveau logo dans le Secteur des transports.

Le Secteur Santé & Sciences de la Vie a enregistré une croissance organique en raison de la montée en charge de certains projets principalement au Royaume-Uni avec une institution de sécurité sociale ainsi qu'avec un grand hôpital. Ceci a plus que compensé la diminution des volumes du contrat avec Philips au Benelux.

La marge opérationnelle s'est élevée à 91 millions d'euros, représentant 6,5% du chiffre d'affaires, en recul de -90 points de base par rapport à l'exercice précédent à taux de change constants. L'effet positif des volumes n'a pas permis de compenser les dépassements de coûts des projets.

1.2.3.3. Europe Centrale

<i>En millions d'euros</i>	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	1 240	1 368	-9,4%
Marge opérationnelle	21	42	
Taux de marge opérationnelle	1,7%	3,1%	

* A taux de change constants

Le chiffre d'affaires s'est établi à 1 240 millions d'euros, en baisse de -9,4% par rapport à l'an dernier à taux de change constants. En 2021, la région a subi le non-renouvellement d'importantes ventes non-récurrentes de calcul haute performance de l'année dernière, ce qui a entraîné une baisse des Secteurs Télécommunications, Médias & Technologies, Industries et Public & Défense.

Le Secteur Santé & Sciences de la Vie a clôturé le semestre avec une légère croissance à taux de change constants, principalement alimenté par la montée en charge des contrats de Digital Workplace avec Bayer, un prestataire de santé allemand, et avec une société biopharmaceutique basée en Suisse. Ces impacts positifs ont permis de surmonter un léger repli du portefeuille de services de Unify Communication & Collaboration.

Secteur Public & Défense est en baisse par rapport à l'an dernier. Ce recul s'explique principalement par le non-renouvellement des ventes de calcul haute performance dans le Secteur Recherche & Sciences en Allemagne dans le domaine Big Data & Cybersecurity et par la réduction des volumes dans le projet WEP 2030 avec la police nationale en Suisse. Ceci a été partiellement compensé par la montée en charge des volumes de Digital Workplace avec Autobahn et la ville de Vienne, ainsi qu'avec l'Agence fédérale pour l'emploi et le ministère allemand de la Défense.

Le chiffre d'affaires du Secteur Télécommunications, Médias & Technologies est en baisse. Ceci s'explique principalement par des contrats non récurrents en 2020 qui n'ont pas été renouvelés en 2021 et par la baisse de l'activité Unified Communication & Collaboration. Malgré ce résultat, des hausses ont été enregistrées dans les ventes Big Data et Cybersécurité dans ce Secteur, avec une hausse des volumes avec un grand opérateur télécom et une société de Médias.

Les Services Financiers & Assurance ont affiché une très légère baisse. Des améliorations ont été principalement observées avec un nouveau projet et des services UCC avec de grandes banques allemandes. Ces impacts positifs ont été compensés par la baisse des volumes livrés à plusieurs compagnies d'assurance.

Le chiffre d'affaires du Secteur Industries a été en baisse par rapport à l'an dernier à taux de change constants. Le Secteur le plus important de la région a été principalement impacté par une baisse des volumes avec Siemens et avec des acteurs automobiles tels que Volkswagen et BMW, qui n'a pas pu être compensée par les nouvelles ventes avec Daimler. Les mises en œuvre de solutions SAP Hana sont restées sur une tendance positive ainsi que les activités Time and Material avec de nouveaux projets sur des comptes de taille moins importante. Cette situation a été partiellement atténuée par le sSecteur Agroalimentaire, qui a eu une contribution positive sous l'effet de la montée en charge de nouveaux projets avec le nouveau logo Japan Tobacco. L'acquisition de Sec Consult a renforcé la croissance du chiffre d'affaires des services Big Data et Cybersécurité dans la Région, qui était déjà sur une tendance positive.

Le Secteur Ressources & Services à enregistré une forte croissance par rapport à l'année dernière, principalement portée par de nouveaux contrats signés avec des fournisseurs d'électricité en Allemagne, et des ventes additionnelles de Unify Communication and Collaboration en Allemagne. Les évolutions positives ont été partiellement compensées par une opération ponctuelle en 2020 qui n'a pas été renouvelée en 2021 avec une société d'autoroutes.

La marge opérationnelle s'est élevée à 21 millions d'euros, représentant 1,7% du chiffre d'affaires, en recul de -130 points de base par rapport à l'année dernière. Cette baisse s'explique en premier lieu par la baisse du chiffre d'affaires de l'activité Industries et du Secteur Public & Défense. Le Secteur Télécommunications, Médias & Technologies a également subi le fort impact des contrats non récurrents à marge élevée conclus en 2020 qui n'ont pas été renouvelés en 2021, tandis que le Secteur Services Financiers & Assurance a été confronté à des difficultés relatives aux coûts dans les premières phases de nouveaux projets avec des clients du secteur bancaire. Des mesures de gestion des effectifs ou des réductions de coûts tant dans les Opérations que dans les fonctions Support ont permis de réaliser des économies, mais sans compenser la baisse de la marge des projets.

1.2.3.4. Europe du Sud

En millions d'euros	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	1 231	1 147	7,3%
Marge opérationnelle	46	94	
Taux de marge opérationnelle	3,7%	8,2%	

* A taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** a atteint 1 231 millions d'euros, en hausse de 7,3% par rapport au premier semestre à taux de change constants. La croissance de l'activité a été portée par la bonne performance de la plupart des Secteurs. La situation des Télécommunications, Médias & Technologies est restée difficile.

Le Secteur Industries a progressé, principalement dans la Fabrication Industrielle avec un nouveau logo en France, avec les Services Industriels, et aussi dans l'Automobile avec la montée en charge d'un contrat avec un grand constructeur automobile français. Cela a compensé la lenteur du redémarrage post Covid-19 dans l'Aérospatial avec deux leaders du secteur en Europe.

Les Services Financiers & Assurance progressent, en lien avec la croissance de l'activité avec Worldline et les volumes supplémentaires avec la Caisse des Dépôts en France, tandis que l'Espagne a été impactée par la fin d'un contrat avec une grande banque, ainsi que par une baisse des volumes avec d'autres banques.

Le Secteur Public & Défense affiche une forte croissance, avec des impacts majeurs liés à un projet de calcul haute performance avec un projet Euro HPC en Italie, ainsi qu'à un nouveau contrat HPC au Portugal. L'activité a également été portée par le lancement de nouveaux projets avec deux ministères français et une agence de sécurité sociale en France. Ces nouveaux projets ont permis de compenser la baisse des volumes avec un centre de recherche en France et certaines institutions européennes et la décélération des projets HPC avec Météo France.

Les Télécommunications, Médias & Technologies étaient en baisse, principalement dans les secteurs High Tech & Engineering impactés par le repli des ventes de Produits réalisées avec les partenaires de distribution. Un nouveau logo dans le domaine des Digital Workplace en Italie, dans le Secteur Télécoms,

a permis à l'industrie de limiter l'impact de cette baisse.

L'activité Ressources & Services a légèrement augmenté, principalement portée par le Transport et l'Hôtellerie avec un nouveau logo avec une société de transport française, et la bonne dynamique avec la SNCF grâce à des volumes supplémentaires. Ceci a permis de compenser la baisse du secteur Énergie & Services Publics due à des ventes non-récurrentes de HPC réalisées en 2020 avec un grand fournisseur de services publics français.

La Santé & Sciences de la Vie progresse significativement, en grande partie grâce au dynamisme de la Santé en France avec de nouveaux projets digitaux.

La marge opérationnelle s'est élevée à 46 millions d'euros, soit 3,7% du chiffre d'affaires. La Région a surtout été impactée par les conditions tarifaires fournisseurs dans certaines catégories bien déterminées. La région a également effectué des investissements commerciaux complémentaires pour soutenir sa croissance ainsi que de nouveaux projets de recherche et développement liés à des programmes locaux et à l'échelle du Groupe. Par ailleurs, les dépassements de coûts des projets impactaient la marge.

1.2.3.5. Marchés de Croissance

<i>En millions d'euros</i>	S1 2021	S1 2020*	% à taux de change constants
Chiffre d'affaires	382	363	5,3%
Marge opérationnelle	45	43	
Taux de marge opérationnelle	11,8%	11,9%	

* A taux de change constants

Le chiffre d'affaires de cette Entité Opérationnelle Régionale s'est établi à 382 millions d'euros, soit +5,3% en comparaison avec le premier semestre 2020, avec une forte activité dans les secteurs Industries, Services Financiers & Assurance, Télécommunications, Médias & Technologies et Santé & Sciences de la Vie.

Le Secteur Industries a progressé avec de nouveaux projets et une augmentation des volumes dans la plupart des secteurs tels que l'Agroalimentaire, la Fabrication Industrielle, l'Automobile, l'Aérospatial et aussi avec Siemens.

Les Services Financiers & Assurance étaient en hausse, tirés par le Secteur Assurance avec de nouvelles opérations en Inde. Le Secteur des services bancaires et financiers a également progressé avec une augmentation des volumes dans une grande banque au Brésil, un nouveau logo avec un projet de banque digitale en Egypte. Ces tendances positives ont compensé la baisse des volumes avec une grande banque en Asie.

Le Secteur Public & Défense est en croissance par rapport à l'an dernier, avec une forte hausse dans la zone Asie Pacifique liée à l'augmentation des volumes et des ventes de Bullion ainsi qu'à une progression de Major Events grâce au retour à la croissance des activités Olympiques au premier semestre. Ceci a plus que compensé le repli en Afrique induit par le secteur des administrations locales, ainsi que le retard des activités de calcul haute performance en Inde.

Les Télécommunications, Médias & Technologies ont progressé, essentiellement grâce au secteur Télécoms, mais aussi à l'activité avec Google en Asie et en Amérique du Sud, malgré la baisse de l'activité dans les services de Unified Communication & Collaboration dans le secteur High Tech & Ingénierie.

Le chiffre d'affaires de l'activité Ressources & Services était en recul par rapport à l'année précédente, en raison de la baisse des projets de calcul haute performance au Brésil avec Petrobras, ainsi que de la diminution des volumes avec IOCL en Inde.

La Santé & Sciences de la Vie ont enregistré une croissance à deux chiffres, soutenue par la montée en charge de la zone APAC pour Western Australia Health et de nouveaux projets avec Bayer, ainsi que par une hausse des prix pour certains clients pharmaceutiques qui contrebalancent certaines baisses dans le même secteur.

La marge opérationnelle a atteint 45 millions d'euros, soit 11,8% du chiffre d'affaires, stable par rapport à 2020. Cette amélioration provient de la hausse des volumes, de l'inflexion positive des activités liées aux projets Olympiques après le report des jeux de Tokyo en 2020, et d'une meilleure maîtrise des projets à faible marge notamment en Inde, en Afrique et au Moyen-Orient. Ces évolutions positives ont compensé les coûts de structure supplémentaires liés à la mise en œuvre de la nouvelle structure managériale au sein de la Région, alignée sur l'organisation du programme Spring, ainsi que le recours aux sous-traitants nécessaires pour répondre aux demandes des clients dans certaines zones géographiques.

1.2.3.6. Coûts des structures globales

Les coûts des structures globales ont légèrement diminué, grâce à l'optimisation continue des coûts dans la plupart des fonctions support.

1.2.4. Portefeuille

1.2.4.1. Prise de commandes et ratio de prise de commandes

Au cours du premier semestre de l'année 2021, le niveau de prise de commandes du Groupe a été de **5 569 millions d'euros**, représentant un ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de **103%**, avec un deuxième trimestre à 109%.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par Secteur se décomposaient ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	T1 2021	T2 2021	S1 2021	T1 2021	T2 2021	S1 2021
Industries	481	503	983	99%	102%	100%
Services Financiers & Assurance	413	360	773	76%	65%	71%
Secteur Public & Défense	533	1 123	1 656	92%	184%	139%
Télécommunications, Médias & Technologies	519	270	789	139%	72%	105%
Ressources & Services	356	491	847	90%	128%	109%
Santé & Sciences de la Vie	294	226	521	94%	71%	82%
Total	2 596	2 973	5 569	96%	109%	103%

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par Entité Opérationnelle Régionale se décomposaient ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	T1 2021	T2 2021	S1 2021	T1 2021	T2 2021	S1 2021
North America	339	355	694	60%	59%	59%
Northern Europe	581	1 083	1 664	80%	161%	119%
Central Europe	687	709	1 397	113%	113%	113%
Southern Europe	702	616	1 318	116%	99%	107%
Growing Markets	288	210	498	159%	104%	130%
Total	2 596	2 973	5 569	96%	109%	103%

Le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires s'est avéré particulièrement élevé en Secteur Public & Défense à 139% et pour les entités opérationnelles régionales en Europe du Nord à 119% et Marché de Croissance à 130%.

Les principales signatures du deuxième trimestre comprenaient notamment un important contrat d'externalisation pour le Gouvernement flamand (Secteur Public & Défense), un grand contrat en Télécommunications, Médias & Technologies avec EY pour fournir une solution d'expérience salariés nouvelle génération pour plus de 300 000 collaborateurs, un grand contrat pour le Secteur Industries en Europe Centrale avec un grand groupe industriel européen pour moderniser la gestion de sa chaîne d'approvisionnement, un important contrat en Ressources & Services avec un acteur international majeur de la logistique et enfin, en Santé & Sciences de la Vie, un contrat de transformation digitale avec un des

tout premiers réseaux d'hôpitaux aux Etats-Unis pour parfaire l'expérience utilisateur des patients.

Les renouvellements au deuxième trimestre comprenaient des contrats importants dont notamment ceux avec le Département du Travail et des Retraites au Royaume Uni (Santé & Sciences de la Vie), avec un grand groupe industriel européen en Europe Centrale (Industries) et avec une société leader dans l'information financière en Europe Centrale (Services Financiers & Assurance).

1.2.4.2. Carnet de commandes

Reflétant l'activité commerciale, le **carnet de commandes** est resté stable à **23,6 milliards d'euros** fin juin 2021 par rapport à fin décembre 2020, ce qui représente **2,1 ans de chiffre d'affaires**.

1.2.4.3. Propositions commerciales

Le **montant total pondéré des propositions commerciales** s'est élevé à **7,4 milliards d'euros**, contre 8,8 milliards d'euros fin décembre 2020 et représente **7,9 mois de chiffre d'affaires**. Le montant pondéré des propositions commerciales a diminué au cours du premier semestre, reflétant l'évolution de l'activité. En effet, la demande client s'exprime moins sur de grands contrats pluriannuels d'externalisation d'infrastructures et davantage sur des contrats à cycle court de Cloud et d'applications pour le Cloud sur lesquels Atos monte en puissance.

1.2.5. Ressources Humaines

L'**effectif total** du Groupe était de **104 808** salariés à fin juin 2021, contre aux 104 430 salariés à fin décembre 2020, soit une hausse de +0,4%. Les impacts de périmètre sont liés aux acquisitions d'Eagle Creek, SEC Consult, Motiv, Infidem Profit4SF, Processia et Ipsotek. En excluant ces acquisitions, l'effectif total diminue de -0,7% sur la période.

Au cours du premier semestre 2021, le Groupe a embauché 9 391 employés (dont 92% d'effectifs directs). Les embauches ont principalement eu lieu dans des pays offshore tels que l'Inde, la Pologne, la Roumanie, ainsi que dans les Marchés de Croissance, en Amérique du Nord, en Europe du Nord et en Europe du Sud dans une moindre mesure.

Le nombre de **collaborateurs directs** à fin juin 2021 était de **96 161**, soit **91,7%** de l'effectif total du Groupe. Le nombre de **collaborateurs indirects** était de **8 647**.

Le taux d'attrition au premier semestre 2021 s'est établi à 16,6% (contre 11,8% au premier semestre 2020), dont 22,8% dans les pays offshore.

Les mouvements détaillés des effectifs au cours des six premiers mois sont les suivants :

	Fin décembre 2020	Périmètre	Recrutements	Départs, licenciements, réorganisation & transferts	Fin Juin 2021
Amérique du Nord	9,203	513	935	-1,364	9,287
Europe du Nord	12,930	268	743	-1,033	12,908
Europe Centrale	11,323	104	235	-366	11,296
Europe du Sud	16,222	0	583	-877	15,928
Marchés de Croissance	45,904	39	6,106	-5,968	46,081
Structures globales	634	0	41	-14	661
Total des effectifs directs	96,216	924	8,643	-9,622	96,161
Total des effectifs indirects	8,214	113	748	-427	8,647
TOTAL GROUPE	104,430	1,037	9,391	-10,050	104,808

1.3. Objectifs 2021 et cibles à moyen terme

La pandémie Covid-19 a continué d'impacter négativement l'activité du Groupe, avec une demande des clients restant à des niveaux plus faibles sur plusieurs secteurs et en particulier : l'Aérospatial, l'Automobile, les Transports, l'Hôtellerie et la Distribution non-alimentaire. Cette tendance est plus forte dans les activités d'Infrastructure Classique qui, au premier semestre de cette année ont subi un déclin plus important que les années précédentes en faveur d'autres activités qui ont bénéficié de la demande croissante des clients, plus particulièrement la migration vers le Cloud et les Applications Cloud, ainsi que la transformation Digitale, la Cybersécurité et la Big Data.

Cette réduction inattendue des activités d'Infrastructure Classique a conduit pour cette première partie de l'année en une performance inattendue pour les trois indicateurs financiers principaux du Groupe : la croissance du chiffre d'affaires, le taux de marge opérationnelle, et le flux de trésorerie disponible.

Dans ce contexte, et considérant que les tendances observées lors du premier semestre de cette année devraient également se poursuivre lors du second semestre, le Groupe a ajusté ses objectifs de résultats 2021 et a émis un communiqué de presse le 12 juillet 2021.

	Objectifs ajustés (12 juillet 2021)	Objectifs initiaux (18 février 2021)
Croissance du chiffre d'affaires à taux de change constants	« Stable »	+3,5% à +4,0%
% de Marge Opérationnelle par rapport au chiffre d'affaires	c. 6,0%	9,4% à 9,8%
Flux de Trésorerie Disponible	« Positif »	550 à 600 million d'euros

L'accélération de la transformation Digitale des clients a bénéficié aux segments que le Groupe considère comme stratégiques et qui vont supporter son agenda de croissance et de profitabilité. Ces segments sont : le Digital, le Cloud, la Sécurité et la Décarbonation. Après 2021, qui est une année de transition pour Atos, le Groupe s'attend à améliorer tous ses indicateurs clés en 2022 et maintient ses cibles à moyen terme de croissance du chiffre d'affaires à taux de change constants entre +5% et +7%, un taux de marge opérationnelle entre 11% et 12% et un taux de conversion du flux de trésorerie disponible supérieur à 60%. Cette prévision intègre l'hypothèse d'un déclin continu des activités d'Infrastructure Classique et une demande croissante des clients pour la transformation digitale avec des partenaires de confiance et est basée sur l'environnement économique et pandémique actuels. Le Groupe a également accéléré son agenda de transformation qui va supporter l'orientation du mix d'activités vers les quatre segments clés mentionné ci-dessus et augmenter sa profitabilité. Cette transformation du Groupe s'appuie sur :

- La conclusion d'un accord avec les partenaires sociaux en Allemagne avec l'objectif de redresser les activités d'Infrastructure Classique dans ce pays qui sont à la fois en perte et génèrent un free cash flow négatif. L'accord conclu comprend un plan de départ d'environ 1 300 salariés qui débute cette année et s'étendra jusqu'à fin 2023. Le coût nécessaire correspond à un montant de l'ordre de 180 millions d'euros. L'accord comprend également le gel des augmentations collectives des salaires pour les effectifs opérant sur les périmètres concernés jusque fin 2023.

En conséquence, l'objectif du plan est une amélioration significative de la marge opérationnelle en Allemagne pour représenter au niveau du Groupe un accroissement de 100 points de base de la marge opérationnelle à moyen terme ;

- Des acquisitions ciblées dans le Digital, Cloud, Sécurité et Décarbonation dont trois annoncées le 28 juillet (voir §1.1) ;
- Une revue stratégique du portefeuille des actifs non-cœur de métier qui va permettre au Groupe de se concentrer sur les activités en croissance (Digital, Cloud, Sécurité & Décarbonation) et trouver des partenaires pour les autres activités et actifs pour optimiser leur potentiel. Le Conseil d'administration lors de sa réunion du 27 juillet 2021 a décidé des mouvements stratégiques suivants :
 - Premièrement, rechercher un partenaire pour les activités d'hébergement de centres de données et les prestations associées afin de renforcer les services aux clients tout en améliorant le taux d'utilisation des actifs : mettre en commun ses ressources sur un marché en consolidation permettra à ces activités de développer une large expertise

technique et des offres adjacentes tout en poursuivant les investissements nécessaires sur les actifs d'Infrastructure Classique ;

- Deuxièmement, la transformation d'Atos Unified Communications & Collaboration nous place dans une position opportune pour trouver le bon partenaire ayant une forte expertise dans les logiciels et/ou les télécommunications ; conjuguant les capacités techniques et commerciales qui apportent un effet d'échelle et d'investissement pour permettre aux clients d'accélérer leur migration vers Unified Communications as-a-Service (UCaaS) et Contact-Call-as-a-Service (CCaaS), tout en bénéficiant de nouveaux services différenciés avec des solutions robustes dans le Cloud privé;
- Troisièmement, s'associer avec des acteurs leaders et spécialisés dans le digital pour les activités sous-critiques de manière à permettre à Atos de focaliser ses efforts sur son cœur de métier tout en améliorant la qualité des services fournis aux clients de ces activités.

Au total, le Groupe a décidé d'avancer rapidement sur ces activités qui représentent un périmètre total d'environ 20% du chiffre d'affaires du Groupe.

1.4. Facteurs de risques

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être confronté sont détaillés dans le chapitre 7.2 du document d'enregistrement universel 2020.

Aucune évolution significative n'est à mentionner depuis la date de dépôt du document d'enregistrement universel 2020 sauf concernant le risque spécifique en lien avec l'audit des deux entités légales américaines qui avaient fait l'objet d'une réserve dans le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2020.

En effet, la Société, avec l'aide de conseils extérieurs, a terminé la revue comptable détaillée de ces deux entités. Ces travaux, qui ont été revus par les Commissaires aux Comptes dans le cadre de leurs procédures semestrielles, n'ont pas révélé d'anomalie matérielle au regard des comptes consolidés du Groupe.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration d'Atos s'est réuni le 27 juillet 2021 et a examiné lors de cette réunion les comptes consolidés du Groupe au titre du semestre clos le 30 juin 2021. Les Commissaires aux Comptes ont effectué les procédures d'examen limité sur les comptes consolidés résumés semestriels et un rapport sans réserve a été émis (voir §2.3 du présent amendement).

Le plan de remédiation et de prévention a également été finalisé et il est en cours de déploiement. Les principales actions mises en place dans le cadre de ce plan couvrent les domaines suivants : contrôles préventifs, politiques internes et documentation, revue des ressources humaines, compétences et organisation, ainsi que sensibilisation et formation. L'objectif de ce plan est la remédiation en Amérique du Nord et la prévention dans toutes les entités opérationnelles régionales.

1.5. Litiges et réclamations

Atos est un groupe international qui opère dans 71 pays. Dans un grand nombre de ces pays, il n'existe aucun litige dans lequel le Groupe serait partie. Dans d'autres juridictions, seul un faible nombre de réclamations ou d'actions impliquant le Groupe ont été formulées.

Cela résulte en partie de l'incitation à l'auto-assurance, mais aussi de la forte promotion de la qualité des services rendus par le Groupe et de l'intervention de la Direction de Gestion des Risques entièrement dédiée au suivi des contrats, depuis l'offre commerciale jusqu'à la livraison des services. Ce suivi permet une détection en amont des problèmes ou litiges potentiels. Tous les litiges et réclamations potentiels et en cours sont rapportés, suivis et gérés, de manière appropriée, à chaque stade de leur progression et font l'objet de revues juridiques par la Direction Juridique du Groupe.

Au cours du premier semestre 2021, le Groupe est parvenu à mettre un terme à plusieurs litiges importants grâce à des accords transactionnels et des décisions de justice favorables.

La Direction Générale considère que des provisions suffisantes ont été constituées.

Le montant total des provisions pour litiges dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2021 pour couvrir les litiges et réclamations identifiés, s'élevait à 34 millions d'euros (y compris les provisions pour réclamations en matière fiscale et commerciale mais excluant les litiges en matière de droit social).

1.5.1. Litiges en matière fiscale

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges, réclamations et audits habituels en matière fiscale. De tels litiges sont généralement résolus par le biais de procédures administratives non contentieuses.

Certaines réclamations en matière fiscale sont localisées en Inde et au Brésil, où Atos est tantôt défendeur tantôt requérant. De tels litiges sont courants pour les sociétés opérant dans ces régions et les procédures sont habituellement longues.

Il existe une réclamation significative en matière de droits d'enregistrement à l'encontre des autorités fiscales britanniques. Sur le fondement d'un arrêt rendu par la Cour de Justice de l'Union Européenne, Atos UK a introduit une requête en 2009 demandant le remboursement d'un droit de timbre acquitté en juillet 2000 pour un montant total de plus de 10 millions d'euros. Les juridictions saisies ont reconnu sur le fond le principe du remboursement en 2012 et ont rendu une décision favorable à la Société en avril 2017 au sujet du délai de prescription. Atos UK attend désormais le résultat de procédures d'appel introduites par l'administration fiscale anglaise dans des contentieux similaires.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière fiscale figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2021 était de 24 millions d'euros.

1.5.2. Litiges en matière commerciale

Il existe un nombre relativement faible de litiges en matière commerciale.

Certains contrats importants ayant fait l'objet d'un suivi de la Direction de Gestion des Risques ont évolué en contentieux.

Ces litiges sont gérés directement par la Direction Juridique du Groupe.

Un certain nombre d'importants litiges commerciaux existent dans des juridictions variées que le Groupe a intégrées à la suite de diverses acquisitions, notamment un contentieux hérité de Syntel.

Le 20 avril 2021, un tribunal américain du District Sud de New York a accepté en partie une requête post-verdict déposée par Syntel, qui fait désormais partie d'Atos, dans le cadre du litige en cours entre Syntel et Cognizant et sa filiale TriZetto. Le tribunal a réduit les 855 millions de dollars de dommages-intérêts accordés par le jury à 570 millions de dollars et a rejeté une demande de Cognizant et de TriZetto visant à obtenir 75 millions de dollars d'intérêts supplémentaires relatifs à la période précédant le jugement.

En octobre 2020, un jury avait déclaré Syntel responsable de détournement de secrets commerciaux et de violation de droits d'auteur et accordé à Cognizant et TriZetto environ 855 millions de dollars de dommages et intérêts. Tout au long du procès et dans sa requête contestant le verdict, Syntel a maintenu que Cognizant et TriZetto n'avaient pas démontré le détournement de secrets commerciaux et que leurs théories de dommages n'étaient pas conformes au droit applicable.

Dans sa décision, le tribunal a estimé qu'il existait des preuves suffisantes pour étayer le verdict du jury concernant le détournement illicite de secrets commerciaux et que la décision du jury d'accorder 285 millions de dollars de dommages compensatoires n'était pas contraire à la loi. Toutefois, le tribunal a considéré que les 570 millions de dollars de dommages punitifs accordés par le jury étaient excessifs et devaient être réduits à 285 millions de dollars. TriZetto a accepté cette réduction. Le tribunal a également émis une injonction interdisant à Syntel d'utiliser à l'avenir les secrets commerciaux en cause dans le procès.

Bien qu'Atos estime fondée la décision du tribunal de réduire de manière significative les dommages punitifs et de refuser d'accorder des intérêts préjugement, Atos a fait appel de la partie du verdict du jury confirmée par le tribunal. Entre autres griefs, Atos considère en effet toujours que le montant des dommages-intérêts est largement disproportionné par rapport aux actes reprochés et que le montant maximum des dommages-intérêts pouvant être alloués à TriZetto conformément au droit applicable est d'environ 8,5 millions de dollars. L'appel a été introduit auprès du *Second Circuit* de la U.S. Court of Appeals le 26 mai 2021.

Le montant total des provisions pour les risques de litiges commerciaux, comme inscrit dans les comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2021, s'élève à 10,1 millions d'euros.

1.5.3. Litiges en matière sociale

Le Groupe emploie près de 105 000 salariés. Il existe relativement peu de litiges en matière sociale. Dans la majeure partie des juridictions il n'existe pas ou très peu de litiges. L'Amérique Latine est la seule région où il existe un nombre important de litiges mais ceux-ci sont de faible valeur ou gonflés et habituels pour des sociétés opérant dans cette région.

Le Groupe est partie en qualité de défendeur à quelques litiges en matière sociale de valeur plus importante. De l'avis du Groupe ces litiges sont pour la plupart dépourvus en tout ou partie de fondement et font l'objet d'une provision adaptée.

L'ensemble des litiges dont le montant réclamé est supérieur à 300 000 euros a fait l'objet d'une provision d'un montant total de 6,2 millions d'euros figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2021.

1.5.4. Garanties de passif

Le Groupe n'est partie qu'à un petit nombre de litiges relatifs à la mise en jeu d'une garantie de passif à la suite d'opérations de cessions/acquisitions.

1.5.5. Autres

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure administrative, judiciaire ou arbitrale, en cours ou menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

1.6. Parties liées

L'objet du présent paragraphe est de mettre en évidence les relations qui existent d'une part, entre le Groupe et ses actionnaires (ou représentants) et d'autre part, entre le Groupe et les sociétés liées sur lesquelles le Groupe n'exerce pas un contrôle exclusif (*i.e.*, participation dans une coentreprise ou une entreprise associée).

Une description des transactions avec les parties liées est disponible dans la Note 17 – Parties liées sur les pages 325 et 326 du Document d'Enregistrement Universel 2020.

2. Etats financiers

2.1. Revue financière

2.1.1. Compte de résultat

Le Groupe a réalisé une perte nette (attribuable aux propriétaires de la société mère) de 129 millions au titre du semestre clos le 30 juin 2021.

Le résultat net normalisé, excluant les éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt), s'est élevé à 162 millions d'euros pour la période, représentant 3,0% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

(en millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2021	% du CA	Semestre clos le 30 juin 2020	% du CA
Marge opérationnelle	302	5,6%	450	8,0%
Autres produits et charges opérationnels	-419		-87	
Résultat opérationnel	-118	-2,2%	362	6,4%
Résultat financier	-3		-1	
Charge d'impôt	-6		-34	
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-2		-1	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0		3	
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	-129	-2,4%	329	5,8%
Résultat net normalisé (*) - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	162	3,0%	319	5,7%

* Le résultat net normalisé est défini ci-après.

2.1.1.1. Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

En accord avec les recommandations des régulateurs européen et français, le Groupe a décidé de présenter les effets de la Covid-19 au sein de la « Marge Opérationnelle » et non pas au sein des « Autres produits et charges opérationnels ».

2.1.1.2. Autres produits et charges opérationnels

Les Autres produits et charges opérationnels sont des produits ou charges considérés comme inhabituels, anormaux et peu fréquents et ont représenté une charge nette de 419 millions d'euros pour le premier semestre 2021.

Le tableau suivant présente ce montant par nature :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Réorganisation des effectifs	-79	-80
Rationalisation et frais associés	-42	-22
Coûts d'intégration et d'acquisition	-22	-20
Amortissement des immobilisations incorp. (allocation du prix d'acquisition)	-79	-78
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-33	-35
Autres	-164	147
TOTAL	-419	-87

Les dépenses de **réorganisation des effectifs** sont stables à 79 millions d'euros. Elles intègrent l'effet du ralentissement de l'effort d'adaptation des effectifs en Allemagne avant le démarrage du plan de restructuration annoncé le 12 juillet 2021 et impliquant environ 1 300 personnes. Elles incluent également les efforts d'adaptation des effectifs dans les autres pays d'Europe, ainsi que le coût de la phase finale du programme de transformation du Groupe.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** pour 42 millions d'euros proviennent principalement de la fermeture de bureaux et du regroupement de datacenters, principalement en Amérique du Nord et en France.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** pour 22 millions d'euros correspondent principalement aux coûts d'intégration des acquisitions 2020 et 2021 ainsi qu'au coût des dispositifs de rétention.

L'amortissement au titre du premier semestre 2021 des immobilisations incorporelles reconnues dans le cadre de l'**allocation des prix d'acquisitions** s'est élevé à 79 millions d'euros dont principalement :

- 30 millions d'euros au titre de la relation clients et des technologies apportées par Syntel, amorties sur 12 ans à partir du 1^{er} novembre 2018 ;
- 12 millions d'euros au titre de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur 6 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2015 ;
- 8 millions d'euros au titre de la relation clients apportée par SIS, amortie sur 4 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2011 ;
- 8 millions d'euros au titre de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortis respectivement sur 9 ans et entre 7 et 10 ans à partir du 1^{er} septembre 2014 ;
- 6 millions d'euros au titre de la relation clients et des technologies apportées par Unify, amorties sur 2 à 10 ans à partir du 1^{er} février 2016.

La charge au titre des **paiements fondés sur des actions** s'est élevée à 33 millions d'euros au premier semestre 2021 contre une charge de 35 millions d'euros au premier semestre 2020.

Sur le premier semestre 2021, les **autres éléments** ont représenté une charge nette de 164 millions d'euros contre un gain net de 147 millions d'euros au premier semestre 2020 (charge nette de 27 millions d'euros hors effets de la transaction Worldline en février 2020), incluant les effets de l'accélération sans précédent du déclin des activités d'infrastructures classiques dans un contexte post-Covid de demande plus forte de migration vers le Cloud. Ces éléments exceptionnels comprennent principalement des dépréciations d'actifs pour environ 60 millions d'euros en Amérique du Nord et en Europe du Nord, des provisions pour pertes pour environ 40 millions d'euros principalement en Amérique du Nord, des coûts inhabituels liés à la résolution de litiges pour environ 30 millions d'euros principalement en Europe Centrale et dans les Marchés de Croissance, ainsi que des avantages à long-terme du personnel.

2.1.1.3. Résultat financier

Le **résultat financier net** du Groupe s'est soldé par une charge de 3 millions d'euros sur la période (contre une charge de 1 million d'euros au premier semestre 2020). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 13 millions d'euros et d'autres produits financiers nets pour 10 millions d'euros.

Le **coût de l'endettement financier net** a baissé de 21 millions d'euros au premier semestre 2020 à 13 millions d'euros au premier semestre 2021 en raison du remboursement en avril 2020 de l'emprunt obligataire d'un montant de 600 millions d'euros émis en juillet 2015. Le taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts du Groupe s'est élevé à 0,89% contre 1,40% au premier semestre 2020. Le taux moyen du produit d'intérêt sur la trésorerie moyenne brute s'est élevé à 0,63% contre 0,69% au premier semestre 2020.

Les **autres produits et charges financiers** se sont élevés à 10 millions d'euros contre 20 millions d'euros au premier semestre 2020 et étaient principalement composés de :

- un produit net de 32 millions d'euros relatif à l'instrument dérivé de l'OEB et aux actions Worldline sous-jacentes, revalorisés à la juste valeur par résultat en application d'IFRS 9 ;
- le coût financier des pensions pour 8 millions d'euros contre 6 millions d'euros au premier semestre 2020 ;
- la charge financière liée à la dette de loyers pour 8 millions d'euros contre 14 millions d'euros au premier semestre 2020. Cette baisse résulte essentiellement de changements sur certains contrats majeurs associés à des taux d'actualisation plus faibles ;
- la perte nette de change (incluant les couvertures de devises) pour 6 millions d'euros contre un gain net de 4 millions d'euros au premier semestre 2020.

2.1.1.4. Impôt

La charge d'impôt pour le premier semestre 2021 s'est élevée à 6 millions d'euros pour une perte avant impôt de 121 millions d'euros.

Le Taux Effectif d'Impôt (TEI) annualisé projeté était de 18,6% contre 18,5% au titre du premier semestre 2020 (excluant les effets fiscaux de la cession Worldline survenue en 2020).

Le Groupe a estimé les principaux impacts de la révision des objectifs, annoncée au Marché le 12 juillet 2021, sur la recouvrabilité de ses impôts différés actifs. Cette estimation a conduit principalement à une dépréciation d'actifs d'impôts différés pour un montant de 32 millions d'euros pris en compte dans la détermination de la charge d'impôt du premier semestre 2021.

2.1.1.5. Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence

Le 4 février 2020, Atos a perdu l'influence notable exercée sur Worldline qui n'est, dès lors, plus considérée comme une entreprise associée selon la norme IAS 28. A compter de cette date, la participation résiduelle d'Atos détenue dans Worldline est présentée en actifs financiers non courant et mesurée à la juste valeur par résultat en application de la norme IFRS 9.

La quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence s'est élevée à 0 million d'euros contre 3 millions d'euros au premier semestre 2020, dont la contribution de Worldline de 2 millions d'euros calculée entre le 1^{er} janvier 2020 et le 31 janvier 2020 (au lieu du 4 février 2020 pour des raisons pratiques).

2.1.1.6. Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé, excluant les éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt), s'est élevé à 162 millions d'euros pour la période, représentant 3,0% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

(en millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	-129	329
Autres produits et charges opérationnels nets d'impôt	-314	-18
Variation de valeur des instruments dérivés et des actions Worldline sous-jacentes, nette d'impôt	23	28
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère	162	319

2.1.1.7. Résultat net par action

(en millions d'euros et en unités)

	Semestre clos le 30 juin 2021	% du CA	Semestre clos le 30 juin 2020	% du CA
Résultat net - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	-129	-2,4%	329	5,8%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	-129	-2,4%	329	5,8%
Résultat net normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [c]	162	3,0%	319	5,7%
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Résultat net dilué normalisé - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [d]	162	3,0%	319	5,7%
Nombre moyen pondéré d'actions [e]	109 593 846		108 780 193	
Impact des instruments dilutifs	-		-	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	109 593 846		108 780 193	

(en euros)

RNPA (Résultat Net Par Action) [a] / [e]	-1,18	3,02
RNPA dilué [b] / [f]	-1,18	3,02
RNPA normalisé [c] / [e]	1,48	2,93
RNPA dilué normalisé [d] / [f]	1,48	2,93

2.1.2. Tableau de flux de trésorerie et endettement net

Le Groupe a reporté un endettement net de 1 129 millions d'euros à la fin juin 2021 et a généré sur le premier semestre 2021 un flux de trésorerie disponible de -369 millions d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	633	774
Investissements opérationnels	-154	-186
Paiements des loyers	-183	-172
Variation du besoin en fonds de roulement	-394	-407
Flux de trésorerie opérationnel	-98	9
Impôts payés	-46	-55
Coût de l'endettement financier net payé	-13	-21
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-96	-53
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-43	-21
Coûts d'intégration et d'acquisition	-8	-22
Autres variations *	-66	-7
Flux de trésorerie disponible	-369	-172
(Acquisitions) cessions (solde net)	-144	1 239
Augmentation (diminution) de capital	-0	-
Programme de rachat d'actions collectives	-57	-45
Dividendes versés aux actionnaires	-100	-3
Flux de trésorerie net	-670	1 019
Trésorerie (endettement) net(te) d'ouverture	-467	-1 736
Variation nette de trésorerie (endettement)	-670	1 019
Incidence de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie (endettement)	9	-62
Trésorerie (endettement) net(te) de clôture	-1 129	-779

* Les «Autres variations» correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux autres éléments financiers décaissés, aux investissements financiers nets à long terme hors acquisitions et cessions et à la participation des salariés transférée en fonds d'emprunt.

Le **flux de trésorerie disponible**, représenté par la « Variation de la trésorerie (endettement) net », excluant les acquisitions et cessions sur la période, les variations de capital et les dividendes versés aux actionnaires, s'est élevé à -369 millions d'euros contre -172 millions d'euros sur le premier semestre 2020.

Le **flux de trésorerie opérationnel** s'est élevé à -98 millions d'euros contre +9 millions d'euros sur le premier semestre 2020. Cette variation est due aux éléments suivants :

- Excédent Brut Opérationnel (EBO) net des paiements locatifs (-152 millions d'euros) ;
- Investissements opérationnels (+32 millions d'euros) ;
- Variation du besoin en fonds de roulement (+13 millions d'euros).

L'**EBO** s'est établi à 633 millions d'euros, soit une diminution de 141 millions d'euros par rapport à juin 2020, représentant 11,7% du chiffre d'affaires contre 13,8% en juin 2020.

Le passage de la marge opérationnelle à l'EBO se présente de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Marge opérationnelle	302	450
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	167	165
+ Amortissement du droit d'utilisation	176	168
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	6	4
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-16	-39
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	-2	26
EBO	633	774

Les **investissements opérationnels** se sont élevés à 154 millions d'euros, soit 2,8% du chiffre d'affaires de la période, inférieurs de 50 points de base par rapport au premier semestre 2020, reflétant les actions du Groupe pour optimiser les investissements opérationnels et son positionnement vers des activités à intensité capitalistique moins élevée.

La contribution négative de la **variation du besoin en fonds de roulement** s'est élevée à -394 millions (contre -407 millions sur le premier semestre 2020). Le DSO a augmenté de 8 jours (passant de 46 jours à fin décembre 2020 à 54 jours à fin juin 2021), tandis que le DPO a diminué de 4 jours (passant de 80 jours à fin décembre 2020 à 76 jours à fin juin 2021). Le niveau des créances clients cédées sans recours aux banques avec transfert de risques tel que défini par la norme IFRS 9, a diminué en passant de 878 millions d'euros à fin décembre 2020 à 820 millions d'euros à fin juin 2021.

Les **impôts payés** ont diminué de 9 millions d'euros.

Le **coût de l'endettement financier net** a diminué de 8 millions d'euros en raison du remboursement en avril 2020 de l'emprunt obligataire d'un montant de 600 millions d'euros émis en juillet 2015.

Les décaissements liés à la **réorganisation, rationalisation et frais associés et aux coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 147 millions d'euros contre 97 millions d'euros en 2020 et représentent 2,7% du chiffre d'affaires.

Ils incluent principalement des dépenses de réorganisation en lien avec le programme de transformation du Groupe lancé sur le second semestre 2020 et finalisé sur le premier semestre 2021. Les dépenses de rationalisation résultent essentiellement de la fermeture de bureaux et du regroupement de datacenters, principalement en Amérique du Nord et en France. Enfin, les dépenses d'intégration et d'acquisition sont principalement constituées des coûts d'intégration des nouvelles acquisitions.

Les « **Autres variations** » se sont élevées à -66 millions d'euros comparé à -7 millions d'euros au premier semestre 2020. Elles comprennent notamment les décaissements liés aux plans anticipés de départs à la retraite en France et en Allemagne et aux résolutions de litiges avec des clients.

En conséquence des variations mentionnées ci-dessus, principalement impactées par la variation du besoin en fonds de roulement, le **flux de trésorerie disponible** du Groupe s'est élevé au premier semestre 2021 à -369 millions d'euros, contre -172 millions d'euros sur le premier semestre 2020.

L'impact net des **acquisitions nettes des cessions** s'est élevé à -144 millions d'euros, provenant principalement des cinq acquisitions mentionnées à la Note 1 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Aucune **augmentation de capital** n'a été réalisée ni au premier semestre 2021 ni au premier semestre 2020.

Le **programme de rachat d'actions** s'est élevé à 57 millions d'euros au premier semestre 2021 contre 45 millions d'euros au premier semestre 2020. Ces rachats d'actions ont eu lieu afin de pouvoir livrer des actions de performance au management du Groupe tout en évitant un effet de dilution aux autres actionnaires.

Au cours du premier semestre 2021, les **dividendes** versés par Atos SE se sont élevés à 98 millions d'euros alors qu'aucun dividende n'avait été versé en 2020 en raison de l'impact économique de la Covid-19.

L'effet de la **variation des cours de change**, provenant de l'exposition des éléments de dette ou de trésorerie aux devises étrangères, a conduit à une baisse de l'endettement net de 9 millions d'euros,

résultant principalement des taux de change du dollar américain, de la roupie indienne et de la livre sterling contre l'euro.

En conséquence, l'**endettement net du Groupe** s'est élevé au 30 juin 2021 à 1 129 millions d'euros contre 467 millions d'euros à fin décembre 2021. Pour rappel, l'endettement net serait de 629 millions d'euros à fin juin 2021 en prenant l'hypothèse d'une conversion totale de l'obligation échangeable en actions.

2.1.3. Ratios bancaires

Le Groupe a respecté les limites de son ratio bancaire défini dans la facilité de crédit renouvelable multidevise avec un **ratio de levier financier** (endettement net divisé par EBO) de 0,99 à fin juin 2021.

Selon les documents de crédit de la facilité de crédit renouvelable multidevise, le ratio de levier financier est calculé en excluant les impacts d'IFRS 16 depuis 2019 et en prenant en compte un EBO calculé sur 12 mois glissants.

Le ratio de levier financier ne doit pas être supérieur à 2,5 en vertu de la facilité de crédit renouvelable multidevise.

2.2. Etats financiers consolidés résumés intermédiaires

2.2.1. Compte de résultat consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Chiffre d'affaires	Note 3.1	5 424	5 627
Charges de personnel	Note 4.1	-2 579	-2 623
Charges opérationnelles	Note 4.2	-2 543	-2 555
Marge opérationnelle		302	450
En % du Chiffre d'affaires		5,6%	8,0%
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-419	-87
Résultat opérationnel		-118	362
En % du Chiffre d'affaires		-2,2%	6,4%
Coût de l'endettement financier net		-13	-21
Autres charges financières		-40	-101
Autres produits financiers		50	121
Résultat financier	Note 6.1	-3	-1
Résultat avant impôt		-121	361
Charge d'impôt	Note 7	-6	-34
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0	3
Résultat net des entités consolidées		-127	330
Dont attribuable aux :			
- propriétaires de la société mère		-129	329
- participations ne donnant pas le contrôle		2	1

(en millions d'euros et en unités)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Résultat net des entités consolidées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère		-129	329
Nombre moyen pondéré d'actions		109 593 846	108 780 193
Résultat net des entités consolidées	Note 11	-1,18	3,02
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		109 593 846	108 780 193
Résultat net dilué par action des entités consolidées	Note 11	-1,18	3,02

2.2.2. Etat intermédiaire du résultat global consolidé

(en millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Résultat net de la période	-127	330
Autres éléments du résultat global		
- A reclasser en compte de résultat (recyclable)	125	-220
Variation de la juste valeur des instruments financiers	6	-4
Variation de la réserve de conversion	118	-217
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres	1	1
- Non reclassé en compte de résultat (non-recyclable)	93	-49
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	134	-68
Effet d'impôt sur les éléments non-recyclables directement reconnus en capitaux propres	-41	18
Total autres éléments du résultat global	218	-269
Total résultat global de la période	91	61
Dont attribuable aux :		
- propriétaires de la Société Mère	89	60
- participations ne donnant pas le contrôle	2	1

2.2.3. Etats consolidés intermédiaires de la situation financière

(en millions d'euros)

	Notes	30 Juin 2021	31 décembre 2020
ACTIF			
Goodwill	Note 8	6 329	6 140
Immobilisations incorporelles		1 344	1 391
Immobilisations corporelles		490	514
Droit d'utilisation		1 146	1 135
Participations dans les entreprises mises en équivalence		7	7
Actifs financiers non courants	Note 6.3	776	772
Impôts différés actifs		320	351
Total des actifs non courants		10 413	10 310
Clients et comptes rattachés	Note 3.2	2 991	2 847
Impôts courants		69	43
Autres actifs courants	Note 4.4	1 552	1 631
Instruments financiers courants		10	13
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6.2	2 483	3 282
Total des actifs courants		7 105	7 816
TOTAL DE L'ACTIF		17 518	18 127

(en millions d'euros)

	Notes	30 Juin 2021	31 décembre 2020
PASSIF			
Capital social		110	110
Primes		1 476	1 476
Réserves consolidées		5 370	4 725
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société Mère		-129	550
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société Mère		6 828	6 861
Participations ne donnant pas le contrôle		10	10
Total capitaux propres		6 838	6 871
Provisions retraites et assimilées	Note 9	1 204	1 359
Provisions non courantes	Note 10	40	47
Passifs financiers	Note 6.4	1 970	2 669
Instruments dérivés		136	168
Impôts différés passifs		160	164
Dette de loyers non courante	Note 6.4	948	975
Autres passifs non courants		2	2
Total des passifs non courants		4 458	5 385
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 4.3	2 048	2 230
Impôts courants		38	86
Provisions courantes	Note 10	147	118
Instruments financiers courants		3	13
Part à moins d'un an des passifs financiers	Note 6.4	1 644	1 083
Dette de loyers courante	Note 6.4	366	360
Autres passifs courants	Note 4.5	1 975	1 981
Total des passifs courants		6 222	5 871
TOTAL DU PASSIF		17 518	18 127

2.2.4. Tableau de flux de trésorerie consolidé intermédiaire

(en millions d'euros)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Résultat avant Impôt		-121	361
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4.2	167	165
Amortissement du droit d'utilisation	Note 4.2	176	168
Dotations (reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-18	-14
Dotations (reprises) nettes aux provisions financières		9	13
Dotations (reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		86	31
Amortissement des immobilisations incorp. (allocation du prix d'acquisition)	Note 5	79	78
(Plus) moins-values de cessions d'immobilisations		14	-171
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions		32	31
Pertes (gains) sur instruments financiers	Note 6.1	-33	-32
Coût de l'endettement financier net	Note 6.1	13	21
Intérêts sur dette de location	Note 6.1	8	14
Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts		412	665
Impôts payés		-46	-55
Variation du besoin en fonds de roulement		-394	-407
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		-27	202
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-154	-186
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		8	2
Investissements d'exploitation nets		-146	-184
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-151	-181
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		9	2
Encaissements liés aux cessions financières		-2	1 424
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice		-2	-3
Investissements financiers nets		-144	1 243
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-291	1 059
Rachats et reventes d'actions propres		-57	-45
Dividendes versés		-98	-
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		-3	-3
Païement des loyers	Note 6.4	-183	-172
Souscription de nouveaux emprunts	Note 6.4	769	1 036
Remboursement d'emprunts courants et non courants	Note 6.4	-864	-1 226
Coût de l'endettement financier net payé	Note 6.4	-13	-21
Autres mouvements liés aux opérations de financement	Note 6.4	1	-8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-448	-439
Variation de trésorerie		-766	821
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture		3 142	2 334
Variation de trésorerie	Note 6.4	-766	821
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie	Note 6.4	11	-62
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	Note 6.4	2 387	3 093

2.2.5. Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Résultat net	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 31 décembre 2019	109 215	109	1 441	2 126	3 399	7 075	12	7 087
▪ Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	3 399	-3 399	-	-	-
▪ Dividendes	-	-	-	-	-	-	-3	-3
▪ Achat d'actions propres	-	-	-	31	-	31	-	31
▪ Impact de dilution	-	-	-	-45	-	-45	-	-45
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	3 385	-3 399	-14	-3	-17
▪ Résultat net de la période	-	-	-	-	329	329	1	330
▪ Autres éléments du résultat global	-	-	-	-269	-	-269	-	-269
Total du résultat global de la période	-	-	-	-269	329	60	1	61
Au 30 juin 2020	109 215	109	1 441	5 242	329	7 121	10	7 131
▪ Augmentation de capital	778	1	35	-	-	36	-	36
▪ Dividendes	-	-	-	-	-	-	-1	-1
▪ Paiements fondés sur des actions	-	-	-	33	-	33	-	33
▪ Achat d'actions propres	-	-	-	0	-	0	-	0
▪ Autres	-	-	-	-3	-	-3	-1	-4
Transactions avec les actionnaires	778	1	35	29	0	66	-2	64
▪ Résultat net de la période	-	-	-	-	221	221	2	222
▪ Autres éléments du résultat global	-	-	-	-546	-	-547	-0	-547
Total du résultat global de la période	-	-	-	-546	221	-326	2	-324
Au 31 décembre 2020	109 993	110	1 476	4 724	550	6 861	10	6 871
▪ Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	550	-550	-	-	-
▪ Dividendes	-	-	-	-98	-	-98	-2	-100
▪ Paiements fondés sur des actions	-	-	-	32	-	32	-	32
▪ Achat d'actions propres	-	-	-	-57	-	-57	-	-57
▪ Autres	-	-	-	0	-	0	0	0
Transactions avec les actionnaires	-	-	-	428	-550	-122	-2	-124
▪ Résultat net de la période	-	-	-	-	-129	-129	2	-127
▪ Autres éléments du résultat global	-	-	-	218	-	218	0	218
Total du résultat global de la période	-	-	-	218	-129	89	2	91
Au 30 juin 2021	109 993	110	1 476	5 370	-129	6 828	10	6 838

2.2.6. Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 27 juillet 2021.

2.2.6.1. Base de préparation

Tous les montants sont présentés en millions d'euros sauf mention contraire. Certains totaux peuvent présenter des différences d'arrondis.

Base de préparation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires d'Atos (« le Groupe ») pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2021 ont été établis conformément aux normes comptables internationales en vigueur, telles qu'adoptées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1er janvier 2021.

Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standard Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires du Groupe pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2021 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Cette norme prévoit que les états financiers résumés intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations requises par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe au et pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers.

Les principes comptables et méthodes d'évaluation pour l'établissement de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2020. Ils sont décrits dans l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2020, à l'exception :

- des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire présentées dans le paragraphe ci-dessous ;
- des méthodes d'évaluation spécifiques à la norme IAS 34 présentées dans le paragraphe ci-dessous.

Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2021

Les nouvelles normes, interprétations ou amendements suivants qui ont été publiés et qui sont d'application obligatoire pour le Groupe à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2021 n'ont pas eu d'impact significatif pour les états financiers consolidés résumés intermédiaires :

- amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7 et IFRS 16 – Réforme des taux interbancaires (Phase 2).

Autres normes

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune norme, interprétation ou amendement applicable aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2021, qu'ils aient été adoptés ou non par l'Union européenne.

Les impacts potentiels de ces nouveaux textes sont en cours d'analyse.

Estimations comptables et jugements

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires, la Direction émet des jugements et utilise des estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs, produits et charges comptabilisés dans les états financiers, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêté.

Les jugements significatifs portés par la Direction du Groupe sur les principes comptables appliqués, ainsi que les principales sources d'incertitude liées aux estimations retenues pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés intermédiaires restent identiques à ceux décrits dans le dernier rapport annuel, à l'exception des méthodes d'évaluation spécifiques à la norme IAS 34 concernant l'estimation de la charge d'impôt (telle que décrite dans la Note 7), l'évaluation du goodwill (telle que décrite dans la Note 8) et l'évaluation des engagements de retraite et autres avantages à long terme (telle que décrite dans la Note 9).

2.2.6.2. Impact de la pandémie sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires

A la date d'émission des états financiers consolidés résumés intermédiaires, aucun imprévu en lien avec la pandémie n'a eu pour conséquence la résiliation anticipée d'un contrat, un litige avec un client ou un fournisseur, ou des concessions matérielles accordées par le Groupe.

Les événements induits par la crise de la Covid-19 ont conduit le Groupe à prendre en considération les conditions actuelles de marché dans les jugements et hypothèses retenus pour la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Les estimations relatives aux contrats à long terme ont été revues pour prendre en compte les éventuelles situations de pertes à terminaison, ainsi que la recouvrabilité des actifs et coûts de contrats. L'évaluation des pertes de crédit attendues a également été revue afin de prendre en considération l'éventuel accroissement des risques de faillite des clients.

En accord avec les recommandations des régulateurs européen et français, le Groupe a décidé de présenter les effets de la Covid-19 au sein de la « Marge Opérationnelle » et non pas au sein des « Autres produits et charges opérationnels ».

2.2.6.3. Indicateurs Alternatifs de Performance

Les indicateurs alternatifs de performance suivis par le Groupe sont identiques à ceux suivis par le Groupe au 31 décembre 2020 et décrits dans l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2020.

2.2.6.4. Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

Note 1 – Variation de périmètre.....	40
Note 2 – Information sectorielle.....	41
Note 3 – Chiffre d'affaires, créances clients, actifs et coûts de contrats.....	43
Note 4 – Données opérationnelles.....	43
Note 5 – Autres produits et charges opérationnels.....	45
Note 6 – Actifs et passifs financiers et résultat financier.....	48
Note 7 – Charge d'impôt.....	51
Note 8 – Goodwill.....	51
Note 9 – Engagement de retraite et autres avantages à long terme.....	53
Note 10 – Provisions	54
Note 11 – Capitaux propres.....	54
Note 12 – Litiges.....	54
Note 13 – Evènements postérieurs à la date de clôture.....	55

Note 1 Variation de périmètre

Acquisition de Motiv

Le 15 février 2021, Atos a finalisé l'acquisition de Motiv ICT Security, le plus important fournisseur indépendant de services gérés de sécurité (MSS) des Pays-Bas.

Cette acquisition permet à Atos de renforcer sa position de 3ème plus grand fournisseur mondial de services gérés de sécurité, en consolidant ses capacités au niveau local et en mettant à la disposition des clients néerlandais la plate-forme de détection et réponse intelligente (Managed Detection and Response - MDR) AIsaac, dans laquelle le Groupe a récemment investi. En outre, le centre d'opérations de sécurité (Security Operations Centers, SOC) souverain de Motiv, certifié aux plus hauts niveaux de maturité par un organisme indépendant, élargit encore davantage le réseau mondial de SOC d'Atos, un élément stratégique de son approche de sécurité prescriptive. Motiv est intégrée au sein de la RBU Europe du Nord.

La contrepartie transférée était de 63 millions d'euros conduisant à la reconnaissance d'un goodwill préliminaire de 51 millions d'euros.

Si l'acquisition de Motiv ICT Security avait eu lieu le 1^{er} janvier 2021, le chiffre d'affaires et la marge opérationnelle du premier semestre auraient été de 19 millions d'euros et 1 million d'euros respectivement.

Autres acquisitions

Les autres acquisitions intervenues sur le premier semestre 2021 comprennent :

In Fidem

Le 19 janvier 2021, Atos a finalisé l'acquisition de In Fidem, une société de conseil spécialisée dans la cybersécurité, basée au Canada, avec une forte expertise en sécurité cloud, identité numérique, gestion des risques, opérations de sécurité, enquêtes informatiques (forensics) et lutte contre les cybercrimes. In Fidem est intégrée au sein de la RBU Amérique du Nord.

Profit4SF

Le 17 février 2021, Atos a finalisé l'acquisition de Profit4SF, une société néerlandaise de conseil en technologie et gestion d'entreprise spécialisée dans les implémentations Salesforce pour ses clients aux Pays-Bas. Profit4SF est intégrée au sein de la RBU Europe du Nord.

Ipsotek

Le 28 mai 2021, Atos a finalisé l'acquisition de Ipsotek, fournisseur de référence de logiciels d'analyse vidéo enrichis par intelligence artificielle (IA). Ipsotek est intégrée au sein de la RBU Europe du Nord.

Processia

Le 1^{er} juin 2021, Atos a finalisé l'acquisition de Processia, intégrateur canadien de systèmes de gestion du cycle de vie des produits (Product Lifecycle Management - PLM) et partenaire « Services » mondial de Dassault Systèmes. Processia est intégrée au sein de la RBU Amérique du Nord.

La contrepartie totale transférée pour ces autres acquisitions s'élève à 97 millions d'euros, conduisant à un goodwill préliminaire de 92 millions d'euros.

Si ces acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2021, le chiffre d'affaires total et la marge opérationnelle totale du premier semestre auraient été de 23 millions d'euros et 4 millions d'euros respectivement.

Note 2 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, les résultats des secteurs opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revu par le principal décideur opérationnel des opérations puis réconcilié au résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat ou la perte des secteurs sur la base du résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels, a été identifié comme étant le Directeur Général prenant les décisions stratégiques.

Le reporting interne au management est défini selon deux axes : « les Regional Business Units » (Amérique du Nord, Europe du Nord, Europe Centrale, Europe du Sud, Marchés de Croissance) et les « Industries » (Industries, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services, Santé & Sciences de la Vie).

Les Regional Business Units (RBUs) ont été désignées par le Groupe comme axe principal d'analyse revu par le principal décideur opérationnel. Par conséquent, et selon les dispositions de la norme IFRS 8, le Groupe présente les Regional Business Units comme secteurs opérationnels.

Les segments opérationnels (RBU) sont constitués des pays suivants :

Segments opérationnels

Amérique du Nord	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie au Canada , aux Etats-Unis d'Amérique , au Guatemala et au Mexique .
Europe du Nord	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie en Belgique , Biélorussie , Danemark , Estonie , Finlande , Irlande , Lituanie , Luxembourg , Pays-bas , Pologne , Royaume-Uni , Russie et en Suède .
Europe Centrale	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie en Allemagne , Autriche , Bosnie Herzégovine , Bulgarie , Croatie , Grèce , Hongrie , Israël , République Tchèque , Roumanie , Serbie , Slovaquie , Slovénie et en Suisse .
Europe du Sud	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie en Andorre , France , Espagne , Italie , Portugal et un centre de production au Maroc .
Marchés de croissance	Industrie, Services Financiers & Assurance, Secteur Public & Défense, Télécommunications, Médias & Technologies, Ressources & Services et Santé & Sciences de la Vie à Abu Dhabi , en Afrique du Sud , Algérie , Arabie Saoudite , Argentine , Australie , Brésil , Chili , Chine , Colombie , Corée du Sud , Côte d'Ivoire , EAU , Egypte , Gabon , Hong-Kong , Inde , Japon , Liban , Malaisie , Madagascar , Maurice , Maroc , Namibie , Nouvelle-Zélande , Pérou , Philippines , Qatar , Sénégal , Singapour , Taiwan , Thaïlande , Tunisie , Turquie , Uruguay ainsi que les activités de Major Events et Global Delivery Centers.

Toutes les Industries sont représentées dans chaque RBU.

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués à des conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également à des tierces parties non liées.

Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels est la suivante :

(en millions d'euros)

	Amérique du Nord	Europe du Nord	Europe Centrale	Europe du Sud	Marchés de croissance	Total Sectoriel	Structures globales	Elimination	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2021									
Chiffre d'affaires par secteur	1 170	1 402	1 240	1 231	382	5 424			5 424
% du chiffre d'affaires groupe	21,6%	25,8%	22,9%	22,7%	7,0%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	29	86	99	62	572	848	89	-937	
Total Chiffre d'affaires	1 199	1 488	1 338	1 293	954	6 272	89	-937	5 424
Marge opérationnelle par secteur	138	91	21	46	45	341	-39		302
% de la marge opérationnelle groupe	11,8%	6,5%	1,7%	3,7%	11,8%	6,3%			5,6%
Total Actif sectoriel	4 512	2 537	2 332	2 608	1 448	13 437	1 208		14 645
Semestre clos le 30 juin 2020									
Chiffre d'affaires par secteur	1 355	1 360	1 370	1 143	399	5 627			5 627
% du chiffre d'affaires groupe	24,1%	24,2%	24,4%	20,3%	7,1%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	46	87	97	42	569	841	138	-979	
Total Chiffre d'affaires	1 401	1 447	1 467	1 185	968	6 468	138	-979	5 627
Marge opérationnelle par secteur	208	101	42	86	54	490	-40		450
% de la marge opérationnelle groupe	15,3%	7,4%	3,1%	7,5%	13,4%	8,7%			8,0%
Total Actif sectoriel	4 808	2 522	2 349	2 469	1 494	13 642	1 050		14 692

Les actifs sectoriels détaillés ci-dessus se réconcilient avec le total actif comme suit :

(en millions d'euros)

	30 Juin 2021	30 Juin 2020
Total Actif sectoriel	14 645	14 692
Actifs d'impôts	389	433
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 483	3 257
Total Actif	17 518	18 382

Note 3 Chiffre d'affaires, créances clients, actifs et coûts de contrats

3.1 – Désagrégation du chiffre d'affaires généré par les contrats avec les clients

Le chiffre d'affaires du Groupe se décompose par Industrie comme suit :

(en millions d'euros)

	Industries	Services Financiers & Assurance	Secteur Public & Défense	Télécom., Médias & Technologies	Ressources & Services	Santé & Sciences de la Vie	Total Groupe
Semestre clos le 30 juin 2021							
Chiffre d'affaires par Industrie	980	1 095	1 190	748	778	633	5 424
en % du chiffre d'affaires du Groupe	18,1%	20,2%	21,9%	13,8%	14,3%	11,7%	100,0%
Semestre clos le 30 juin 2020							
Chiffre d'affaires par Industrie	1 037	1 077	1 216	836	804	657	5 627
en % du chiffre d'affaires du Groupe	18,4%	19,1%	21,6%	14,9%	14,3%	11,7%	100,0%

3.2 – Clients et comptes rattachés, actifs de contrats et coûts de contrats

(en millions d'euros)

	30 Juin 2021	31 décembre 2020
Actifs des contrats	1 729	1 686
Créances clients	1 257	1 140
Coûts de contrats	144	130
Pertes de crédit attendues	-140	-109
Clients et comptes rattachés	2 991	2 847
Passifs des contrats	-812	-773
Créances clients nettes	2 179	2 074
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)	54	46

Les actifs de contrats nets des passifs de contrats sont stables par rapport au 31 décembre 2020. Le délai de règlement clients moyen a augmenté de 46 jours à 54 jours au 30 juin 2021.

Au 30 juin 2021, 820 millions d'euros de créances clients ont été cédées sans recours à des tiers avec transfert des risques répondant aux critères de la norme IFRS 9, à savoir transfert effectif des flux de trésorerie contractuels et transfert effectif de substantiellement tous les risques et avantages (contre 878 millions d'euros au 31 décembre 2020). Ces créances commerciales ont donc été décomptabilisées de la situation financière au 30 juin 2021. Les 820 millions d'euros mentionnés ci-dessus incluent 73 millions d'euros aux Etats-Unis pour lesquels Atos a cédé uniquement 95% de ses droits aux flux de trésorerie et par conséquent, a décomptabilisé 95% des créances.

Note 4 Données opérationnelles

4.1 – Charges de personnel

(en millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2021	% du CA	Semestre clos le 30 juin 2020	% du CA
Salaires	-2 075	38,3%	-2 128	37,8%
Charges sociales	-487	9,0%	-501	8,9%
Taxes, formation, intéressement et participation	-35	0,6%	-33	0,6%
(Dotations)/Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	2	0,0%	-1	0,0%
(Dotations)/Reprises nettes aux provisions pour retraite	16	-0,3%	39	-0,7%
TOTAL	-2 579	-47,5%	-2 623	46,6%

4.2 – Charges opérationnelles autres que personnel

(en millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2021	% du CA	Semestre clos le 30 juin 2020	% du CA
Sous-traitance - Direct	-969	17,9%	-947	16,8%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	-602	11,1%	-580	10,3%
Coûts de maintenance	-267	4,9%	-286	5,1%
Charges locatives	-19	0,4%	-18	0,3%
Télécommunications	-109	2,0%	-142	2,5%
Transports et déplacements	-23	0,4%	-34	0,6%
Honoraires	-106	2,0%	-102	1,8%
Autres charges	-148	2,7%	-143	2,5%
Sous-total charges	-2 243	41,4%	-2 253	40,0%
Amortissements des immobilisations	-167	3,1%	-165	2,9%
Amortissement du droit d'utilisation	-176	3,2%	-168	3,0%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions	0	0,0%	-26	0,5%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	2	0,0%	-3	0,1%
Pertes sur créances irrécouvrables et droit d'utilisation	-7	0,1%	-6	0,1%
Production immobilisée	48	-0,9%	66	-1,2%
Sous-total autres charges	-300	5,5%	-302	5,4%
TOTAL	-2 543	46,9%	-2 555	45,4%

4.3 – Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)

	30 Juin 2021	31 décembre 2020
Dettes fournisseurs	2 048	2 230
Paiements d'avance nets	-48	-55
Charges constatées d'avance et facturation en avance	-719	-732
TOTAL	1 281	1 444
Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)	76	80

4.4 – Autres actifs courants

(en millions d'euros)

	30 Juin 2021	31 décembre 2020
Stocks	128	141
Etat - Créances de TVA	247	271
Charges constatées d'avance et facturation en avance	719	732
Autres créances et actifs courants	409	432
Paiements d'avance nets	48	55
TOTAL	1 552	1 631

4.5 – Autres passifs courants

(en millions d'euros)

	30 Juin 2021	31 décembre 2020
Personnel et comptes rattachés	380	312
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	170	169
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	404	466
Passifs des contrats	812	773
Autres dettes d'exploitation	209	261
TOTAL	1 975	1 981

Note 5 Autres produits et charges opérationnels

Les Autres produits et charges opérationnels sont des produits ou charges considérés comme inhabituels, anormaux et peu fréquents et ont représenté une charge nette de 419 millions d'euros pour le premier semestre 2021.

Le tableau suivant présente ce montant par nature :

(en millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Réorganisation des effectifs	-79	-80
Rationalisation et frais associés	-42	-22
Coûts d'intégration et d'acquisition	-22	-20
Amortissement des immobilisations incorp. (allocation du prix d'acquisition)	-79	-78
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-33	-35
Autres	-164	147
TOTAL	-419	-87

Les dépenses de réorganisation des effectifs sont stables à 79 millions d'euros. Elles intègrent l'effet du ralentissement de l'effort d'adaptation des effectifs en Allemagne avant le démarrage du plan de restructuration annoncé le 12 juillet 2021 et impliquant environ 1 300 personnes. Elles incluent également les efforts d'adaptation des effectifs dans les autres pays d'Europe, ainsi que le coût de la phase finale du programme de transformation du Groupe.

Les coûts de rationalisation et frais associés pour 42 millions d'euros proviennent principalement de la fermeture de bureaux et du regroupement de datacenters, principalement en Amérique du Nord et en France.

Les coûts d'intégration et d'acquisition pour 22 millions d'euros correspondent principalement aux coûts d'intégration des acquisitions 2020 et 2021 ainsi qu'au coût des dispositifs de rétention.

L'amortissement au titre du premier semestre 2021 des immobilisations incorporelles reconnues dans le cadre de l'allocation des prix d'acquisitions s'est élevé à 79 millions d'euros dont principalement :

- 30 millions d'euros au titre de la relation clients et des technologies apportées par Syntel, amorties sur 12 ans à partir du 1^{er} novembre 2018 ;
- 12 millions d'euros au titre de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur 6 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2015 ;
- 8 millions d'euros au titre de la relation clients apportée par SIS, amortie sur 4 à 12 ans à partir du 1^{er} juillet 2011 ;
- 8 millions d'euros au titre de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortis respectivement sur 9 ans et entre 7 et 10 ans à partir du 1^{er} septembre 2014 ;

- 6 millions d'euros au titre de la relation clients et des technologies apportées par Unify, amorties sur 2 à 10 ans à partir du 1^{er} février 2016.

La charge au titre des paiements fondés sur des actions s'est élevée à 33 millions d'euros au premier semestre 2021 contre une charge de 35 millions d'euros au premier semestre 2020.

Sur le premier semestre 2021, les autres éléments ont représenté une charge nette de 164 millions d'euros contre un gain net de 147 millions d'euros au premier semestre 2020 (charge nette de 27 millions d'euros hors effets de la transaction Worldline en février 2020), incluant les effets de l'accélération sans précédent du déclin des activités d'infrastructures classiques dans un contexte post-Covid de demande plus forte de migration vers le Cloud. Ces éléments exceptionnels comprennent principalement des dépréciations d'actifs pour environ 60 millions d'euros en Amérique du Nord et en Europe du Nord, des provisions pour pertes pour environ 40 millions d'euros principalement en Amérique du Nord, des coûts inhabituels liés à la résolution de litiges pour environ 30 millions d'euros principalement en Europe Centrale et dans les Marchés de Croissance, ainsi que des avantages à long-terme du personnel.

Paiements fondés sur des actions

La charge de 33 millions d'euros (contre 35 millions d'euros pour le premier semestre 2020) enregistrée en Autres produits et charges opérationnels au titre des paiements fondés sur des actions est principalement constituée par les plans d'attributions d'actions de performance mis en place entre 2018 et 2020.

La charge au titre des paiements fondés sur des actions se présente par année et par nature de plan comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Par année :		
Plans 2020	15	7
Plans 2019	10	7
Plans 2018	7	7
Plans 2017	-	13
Plans 2016	-	-
Plans 2015	-	1
TOTAL	33	35
Par catégorie de plans :		
Plans d'actions gratuites	33	33
Plans de stock-options	0	0
Plan d'actionnariat salarié	-	2
TOTAL	33	35

Plans d'actions de performance

Les principaux plans d'actions de performance enregistrée en Autres produits et charges opérationnels sur le semestre sont comme suit :

	Atos
Date d'attribution	24 juillet 2020
Nombre d'actions initialement attribuées	870 630
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	75,00
Date d'acquisition	24 juillet 2023
Durée de vie (années)	3
Taux de rendement attendu (%)	0,02
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	68,74
Charge enregistrée en 2021 (en millions d'euros)	11

	Atos	Atos
Date d'attribution	23 octobre 2019	24 juillet 2019
Nombre d'actions initialement attribuées	12 000	907 500
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	63,60	69,75
Date d'acquisition	23 octobre 2022	24 juillet 2022
Durée de vie (années)	3	3
Taux de rendement attendu (%)	2,07%	2,07%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	59,77	65,55
Charge enregistrée en 2021 (en millions d'euros)	0	10

	Atos	Atos
Date d'attribution	27 mars 2018	22 juillet 2018
Nombre d'actions initialement attribuées	8 550	891 175
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	90,0	90,0
Date d'acquisition	27 mars 2021	30 juillet 2021
Durée de vie (années)	3	3
Taux de rendement attendu (%)	1,20%	1,20%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	87,08	87,08
Charge enregistrée en 2021 (en millions d'euros)	0	6

Plans de stock options

Date d'attribution	24 juillet 2019
Nombre d'actions initialement attribuées	209 200
Cours de l'action à la date d'attribution (en euros)	77,9
Prix d'exercice (en euros)	80,1
Date d'acquisition	24 juillet 2022
Échéance prévisionnelle	3
Taux de rendement attendu (%)	2,07%
Juste valeur des instruments attribués (en euros)	6,67
Charge enregistrée en 2021 (en millions d'euros)	0

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution des options de souscription d'action Atos SE en circulation sur le semestre :

	30 Juin 2021		31 décembre 2020	
	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice (en euros)	Nombre d'actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice (en euros)
En circulation au début d'année	162 900	77,9	168 900	77,9
Attribuées durant l'année	-	-	-	-
Annulées durant l'année	-10 000	77,9	-6 000	77,9
Exercées durant l'année	-	-	-	-
Expirées durant l'année	-	-	-	-
En circulation en fin de période	152 900	77,9	162 900	77,9
Exercable à la fin de l'année, en dessous du cours de l'action à la fin de l'année*	-	-	-	-

(*) Cours de bourse au 30 juin 2021 : 51,30 euros et au 31 décembre 2020 : 74,78 euros

Note 6 Actifs et passifs financiers et résultat financier

6.1 – Résultat financier

Le résultat financier net du Groupe s'est soldé par une charge de 3 millions d'euros sur la période (contre une charge de 1 million d'euros au premier semestre 2020). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 13 millions d'euros et d'autres produits financiers nets pour 10 millions d'euros.

Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Charges d'intérêt sur opérations de financement	-12	-20
Gains/(pertes) liés à la couverture de l'exposition au risque de taux d'intérêt	-1	-1
Coût de l'endettement financier net	-13	-21

Le coût de l'endettement financier net a baissé de 21 millions d'euros au premier semestre 2020 à 13 millions d'euros au premier semestre 2021 en raison du remboursement en avril 2020 de l'emprunt obligataire d'un montant de 600 millions d'euros émis en juillet 2015. Le taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts du Groupe s'est élevé à 0,89% contre 1,40% au premier semestre 2020. Le taux moyen du produit d'intérêt sur la trésorerie moyenne brute s'est élevé à 0,63% contre 0,69% au premier semestre 2020.

Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Gains/(pertes) de change et couvertures liées	-4	4
Gains/(pertes) liés à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	-2	0
Produits/(charges) sur instruments financiers liés à Worldline	32	41
Intérêts sur dettes de loyers	-8	-14
Autres produits/(charges)	-8	-12
Autres produits/(charges) financiers	10	20
Dont :		
- autres charges financières	-40	-101
- autres produits financiers	50	121

Les autres produits et charges financiers se sont élevés à 10 millions d'euros contre 20 millions d'euros au premier semestre 2020 et étaient principalement composés de :

- un produit net de 32 millions d'euros relatif à l'instrument dérivé de l'OEB et aux actions Worldline sous-jacentes, revalorisés à la juste valeur par résultat en application d'IFRS 9 ;
- le coût financier des pensions pour 8 millions d'euros contre 6 millions d'euros au premier semestre 2020 ;
- la charge financière liée à la dette de loyers pour 8 millions d'euros contre 14 millions d'euros au premier semestre 2020. Cette baisse résulte essentiellement de changements sur certains contrats majeurs associés à des taux d'actualisation plus faibles ;
- la perte nette de change (incluant les couvertures de devises) pour 6 millions d'euros contre un gain net de 4 millions d'euros au premier semestre 2020.

6.2 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	30 Juin 2021	31 décembre 2020
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	2 433	3 235
SICAV monétaires	51	47
TOTAL	2 483	3 282

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, Atos peut à tout moment investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

6.3 – Actifs financiers non courants

<i>(en millions d'euros)</i>		30 Juin 2021	31 décembre 2020
Actifs de régime de retraite	Note 9	121	112
Juste valeur des participations non consolidées, nette des dépréciations		557	556
Autres*		99	103
TOTAL		776	772

*Le poste "Autres" inclut les prêts, les dépôts, les garanties et les frais d'acquisition et de souscription liés aux acquisitions passées et amortis sur la durée des instruments de dette.

La ligne « Juste valeur des participations non consolidées, nette des dépréciations » inclut 551 millions d'euros liés aux titres de Worldline :

En février 2020, Atos a cédé une partie de sa participation conservée dans le capital de Worldline avec la vente de 23,9 millions d'actions Worldline par le biais d'un placement par voie de construction accélérée du livre d'ordres (ABO). Cette opération a conduit à la sortie d'une valeur nette comptable cédée pour 1 281 millions d'euros en février 2020.

À l'issue de cette opération (ABO), Atos détenait 3,82% du capital de Worldline. Le Groupe a estimé qu'il n'exerçait plus d'influence notable sur Worldline qui n'est donc plus considéré comme une entreprise associée au sens d'IAS 28. Par conséquent, à la date de cession, les titres Worldline ont été présentés en actifs financiers non courant mesurés en juste valeur par résultat en accord avec IFRS 9.

6.4 – Variation de l'endettement net

La variation des passifs financiers et de l'endettement (trésorerie) net se réconcilie au tableau de flux de trésorerie comme suit :

(en millions d'euros)	Emission obligataire	Obligation échangeable en action	Prêt bancaires et billets de trésorerie	Titrisation	Autres passifs financiers hors découverts bancaires	Passifs financiers	Trésorerie et équiv. de trésorerie	Découverts bancaires	Trésorerie nette et équiv. de trésorerie	Actifs (passifs) financiers à court terme*	Variation de l'endettement net (trésorerie)	Dettes de loyers
Au 1^{er} janvier 2021	2 100	500	965	-	47	3 612	3 282	-140	3 142	2	467	1 335
Païement des loyers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-183
Nouveaux emprunts	-	-	750	-	19	769	-	-	-	-	769	-
Remboursement d'emprunts	-	-	-835	-	-29	-864	-	-	-	-	-864	-
Coût de l'endettement financier net payé	-	-	-	-	-13	-13	-	-	-	-	-13	-
Autres mouvements liés aux opérations de financement	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-
Variation de la trésorerie nette et équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-839	73	-766	-	766	-
Impacts sur les flux de trésorerie	-	-	-85	1	-23	-107	-839	73	-766	-	659	-183
Coût de l'endettement financier net	-	-	-	-	13	13	-	-	-	-	13	-
Nouveaux contrats de location yc. ceux issus de regroupement d'entreprise	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	139
Intérêts sur dettes de loyers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8
Impact des variations de cours de monnaies étrangères	-	-	-	-	-	-	40	-29	11	-	-11	15
Au 30 juin 2021	2 100	500	880	1	37	3 518	2 483	-97	2 387	2	1 129	1 314
Part non-courante						1 970			-	-	1 970	948
Part courante						1 548			2 387	2	-841	366

*Actifs financiers à court terme et des passifs porteurs d'intérêts à échéance de moins d'un an

(en millions d'euros)

	30 Juin 2021	31 décembre 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 483	3 282
Découverts	-97	-140
TOTAL	2 387	3 142

Ratios bancaires

Le Groupe a respecté les limites de son ratio bancaire défini dans la facilité de crédit renouvelable multidevise avec un ratio de levier financier (endettement net divisé par EBO) de 0,99 à fin juin 2021.

Selon les documents de crédit de la facilité de crédit renouvelable multidevise, le ratio de levier financier est calculé en excluant les impacts d'IFRS 16 depuis 2019 et en prenant en compte un EBO calculé sur 12 mois glissants.

Le ratio de levier financier ne doit pas être supérieur à 2,5 en vertu de la facilité de crédit renouvelable multidevise.

Note 7 Charge d'impôt

La charge d'impôt inclut les impôts exigibles et les impôts différés.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires, l'impôt sur le résultat consolidé du Groupe a été déterminé sur la base du taux d'impôt effectif, estimé par la Direction du Groupe pour l'ensemble de l'exercice et appliqué au résultat net avant impôt du semestre. Ce taux est déterminé en fonction de la charge d'impôt (courante et différée) prévue, compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

La charge d'impôt pour le premier semestre 2021 s'est élevée à 6 millions d'euros pour une perte avant impôt de 121 millions d'euros.

Le Taux Effectif d'Impôt (TEI) annualisé projeté était de 18,6% contre 18,5% au titre du premier semestre 2020 (excluant les effets fiscaux de la cession Worldline survenue en 2020).

Le Groupe a estimé les principaux impacts de la révision des objectifs, annoncée au Marché le 12 juillet 2021, sur la recouvrabilité de ses impôts différés actifs. Cette estimation a conduit principalement à une dépréciation d'actifs d'impôts différés pour un montant de 32 millions d'euros pris en compte dans la détermination de la charge d'impôt du premier semestre 2021.

Note 8 Goodwill

Le goodwill n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou plus régulièrement si des circonstances ou des événements indiquent que le montant de goodwill ne pourrait être récupéré. De tels événements ou circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- un écart significatif de la performance économique de l'actif en comparaison avec le budget ;
- une dégradation significative de l'environnement économique de l'actif ;
- la perte d'un client majeur ;
- la croissance significative des taux d'intérêt.

Le goodwill est alloué par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) ou groupe d'UGT pour répondre au besoin du test de dépréciation. Le goodwill est affecté aux UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises et représente au sein du Groupe le niveau le plus bas auquel le goodwill est suivi pour des besoins de gestion interne.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires, un test de dépréciation est réalisé uniquement si le Groupe a déterminé qu'il existait des indicateurs de perte de valeur.

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2020	Regroupement d'entreprises	Variations de change et autres	30 Juin 2021
Valeur brute	6 705	105	97	6 907
Perte de valeur	-565	-	-13	-578
Valeur nette	6 140	105	84	6 329

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2019	Regroupement d'entreprises	Variations de change et autres	31 décembre 2020
Valeur brute	6 617	410	-322	6 705
Perte de valeur	-580	-	15	-565
Valeur nette	6 037	410	-307	6 140

L'augmentation du goodwill au cours du premier semestre 2021 est liée aux acquisitions décrites dans la Note 1, en partie compensées par la finalisation des allocations du prix d'acquisition des acquisitions précédentes.

L'information rendue publique le 12 juillet 2021 selon laquelle Atos a ajusté ses objectifs annuels pour 2021, ainsi que la baisse du cours de l'action qui en a résulté, sont considérées comme des indices de perte de valeur pour la réalisation des tests de dépréciation en accord avec la norme IAS 36. Le Groupe a donc mis en œuvre des procédures afin d'évaluer la nécessité de comptabiliser d'éventuelles dépréciations au 30 juin 2021.

Un test de dépréciation a été réalisé pour l'ensemble des RBUs en mettant à jour les données de 2021 et en tenant en compte de l'accélération annoncée par le Groupe de sa transformation vers le Digital, le Cloud, la Sécurité et la Décarbonation.

Le test a été réalisé avec les taux d'actualisation utilisés au 31 décembre 2020 et présentés dans les comptes consolidés de 2020.

Sur la base des hypothèses de la Direction selon lesquelles le Groupe améliore tous ses indicateurs financiers clés dès 2022 et maintient ses objectifs à moyen-terme de croissance du chiffre d'affaires à taux de change constants de +5% à +7%, de taux de marge opérationnelle compris entre 11% et 12% et de taux de conversion en flux de trésorerie disponible d'au moins 60%, la valeur d'utilité pour chaque RBU reste supérieure à sa valeur comptable au 30 juin 2021.

Le test de dépréciation reste sensible aux taux d'actualisation, aux taux de croissance perpétuelle et aux taux de marge opérationnelle.

Une analyse de sensibilité a été réalisée pour l'ensemble des RBUs afin de déterminer à partir de quelle hypothèse la valeur d'utilité égale la valeur comptable lorsque ces paramètres sont dégradés. Les résultats sont présentés ci-dessous :

	Augmentation du taux d'actualisation (en points de base)	Diminution du taux de croissance perpétuelle (en points de base)	Diminution du taux de marge opérationnelle (en points de base)
Amérique du Nord	82	-98	-177
Europe du Nord	787	-1 207	-487
Europe Centrale	489	-639	-332
Europe du Sud	350	-460	-298
Marchés de croissance	1 712	-4 500	-867

Note 9 Engagement de retraite et autres avantages à long terme

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires, les passifs et actifs liés aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme du personnel sont déterminés sur la base des dernières évaluations à la date de clôture de l'exercice précédent. Des ajustements aux hypothèses actuarielles sont mises en œuvre sur les régimes de retraite les plus significatifs du Groupe uniquement si des fluctuations significatives ou des événements ponctuels sont survenus au cours du semestre.

La provision nette, comptabilisée dans les comptes du Groupe au titre des engagement de retraite, s'est élevée à 1 048 millions d'euros comparé à 1 204 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Les taux d'actualisation au 30 juin 2021 ont augmenté de 25 à 50 points de base depuis le 31 décembre 2020, selon les zones géographiques, sous l'effet principal d'une hausse des taux des obligations souveraines.

	Royaume Uni		Zone Euro		Suisse		Etats-Unis	
	30 Juin 2021	31 décembre 2020	30 Juin 2021	31 décembre 2020	30 Juin 2021	31 décembre 2020	30 Juin 2021	31 décembre 2020
Taux d'actualisation	2,00%	1,50%	0.9% ~ 1.3%	0.5% ~ 0.9%	0,40%	0,15%	2,60%	2,25%
Hypothèse d'augmentation future des salaires	RPI: 3.20% CPI: 2.50%	RPI: 2.90% CPI: 2.20%	1,45%	1,45%	na	na	na	na

La valeur des actifs de couverture pour les régimes les plus matériels a été réévaluée au 30 juin 2021.

Les montants reconnus au bilan se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	30 Juin 2021	31 décembre 2020
Charges payées d'avance	121	112
Charges à payer - engagements de retraite [a]	-1 169	-1 317
Provisions retraites	-1 048	-1 204
Charges à payer - autres régimes à long terme [b]	-35	-42
Provisions retraites et assimilées [a] + [b]	-1 204	-1 359

L'impact net des régimes à prestations définies sur le compte de résultat du Groupe est le suivant :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Marge opérationnelle	-30	-20
Autres produits et charges opérationnels	13	1
Résultat financier	-8	-6
Impact total sur le compte de résultat	-25	-25

Note 10 Provisions

(en millions d'euros)	31 décembre 2020	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres*	30 Juin 2021	Courantes	Non courantes
Réorganisation	79	5	-20	-2	0	63	61	2
Rationalisation	9	1	-1	-1	0	9	4	6
Engagements sur projets	23	39	-3	-1	1	59	57	2
Risques et litiges	54	5	-1	-4	1	56	26	30
Total provisions	165	51	-24	-8	2	187	147	40

(*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

Les dotations concernent principalement des provisions pour pertes comptabilisées sur les projets impactés par la transformation du Groupe qui se désengage de ses activités historiques.

Note 11 Capitaux propres

Il n'y a pas d'instruments dilutifs sur le premier semestre 2021.

Résultat net par action

(en millions d'euros et en unités)	Semestre clos le 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2020
Résultat net		
- attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]	-129	329
Impact des instruments dilutifs	-	-
Résultat net retraité des instruments dilutifs		
- attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]	-129	329
Nombre moyen pondéré d'actions [c]	109 593 846	108 780 193
Impact des instruments dilutifs [d]	-	-
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	109 593 846	108 780 193
(en euros)		
Résultat net par action [a] / [c]	-1,18	3,02
Résultat net par action dilué [b] / [e]	-1,18	3,02

Note 12 Litiges

TriZetto/Cognizant

En 2015, Syntel a entamé une procédure contre TriZetto Group et Cognizant Technology Solutions sur la base de manquements contractuels et de détournement d'informations confidentielles. En retour, TriZetto et Cognizant ont formulé plusieurs demandes à l'encontre de Syntel arguant notamment de violation de droits de propriété intellectuelle et de détournement de secrets commerciaux.

Le 27 octobre 2020, un jury formé par un tribunal américain du district Sud de New York a déclaré Syntel, acquis par Atos en 2018, responsable de détournement de secrets commerciaux et de violation de droits d'auteur et a accordé à Cognizant et TriZetto un montant de dommages-intérêts d'environ 855 millions de dollars, dont 570 millions de dollars définis comme des dommages-intérêts « punitifs ».

Le 20 avril 2021, le même tribunal américain du district Sud de New York a accepté en partie une requête post-verdict déposée par Syntel. Le tribunal a réduit les 855 millions de dollars de dommages-intérêts accordés par le jury à 570 millions de dollars et a rejeté une demande de Cognizant et de TriZetto visant à obtenir 75 millions de dollars d'intérêts supplémentaires relatifs à la période précédant le jugement.

Dans sa décision, le tribunal a estimé qu'il existait des preuves suffisantes pour étayer le verdict du jury concernant le détournement illicite de secrets commerciaux et que la décision du jury d'accorder de 285 millions de dollars de dommages compensatoires n'était pas contraire à la loi. Toutefois, le tribunal a considéré que les 570 millions de dollars de dommages punitifs accordés par le jury étaient excessifs et devaient être réduits à 285 millions de dollars. TriZetto a accepté cette réduction. Le tribunal a également émis une injonction interdisant à Syntel d'utiliser à l'avenir les secrets commerciaux en cause dans le procès.

Bien que la Société estime fondée la décision du tribunal de réduire de manière significative les dommages punitifs et de refuser d'accorder des intérêts préjugement à Cognizant et TriZetto, Syntel a fait appel de la partie du verdict du jury confirmée par le tribunal. Entre autres griefs, la Société considère en effet toujours que le montant des dommages-intérêts est largement disproportionné par rapport aux actes reprochés et que le montant maximum des dommages-intérêts pouvant être alloués à TriZetto conformément au droit applicable est d'environ 8,5 millions de dollars. L'appel a été introduit auprès du « Second Circuit » de la U.S. Court of Appeals le 26 mai 2021.

La procédure d'appel prend généralement au moins 18 mois. Aucun paiement de dommages-intérêts ne devra être effectué avant la décision d'appel mais Syntel a dû déposer une garantie (*supersedeas bond*) pour un montant correspondant environ aux dommages-intérêts restants au moment du dépôt de l'appel.

Note 13 Evènements postérieurs à la date de clôture

Restructuration des activités Infrastructure en Allemagne

Le 12 juillet 2021, Atos a annoncé que les négociations avec les partenaires sociaux concernant le nécessaire redressement des activités d'infrastructure en Allemagne ont conclu à un plan de départ d'environ 1 300 salariés. Les éléments du plan seront détaillés le 28 juillet 2021.

À l'exception de l'événement ci-dessus, il n'y a pas d'événement significatif à signaler.

2.3. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Aux Actionnaires de la société Atos S.E.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés résumés semestriels de la société Atos S.E., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés résumés semestriels. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés résumés semestriels ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés résumés semestriels avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés résumés semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés résumés semestriels.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 30 juillet 2021

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Jean-François Viat

Virginie Palethorpe

3. Personnes responsables

3.1. Responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel

Elie Girard
Directeur Général

3.2. Attestation du responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel

J'atteste que les informations contenues dans le présent amendement au Document d'Enregistrement Universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Bezons, le 30 juillet 2021

Elie Girard
Directeur Général

3.3. Responsables du contrôle des comptes

Nomination et expiration des mandats

Commissaires aux comptes

Grant Thornton - Virginie Palethorpe

Nommé le 31 octobre 1990 puis renouvelé le 24 octobre 1995, le 30 mai 2002, le 12 juin 2008, le 17 mai 2014 et le 16 juin 2020

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Deloitte & Associés – Jean-François Viat

Nommé le 16 décembre 1993 puis renouvelé le 24 février 2000, le 23 mai 2006, le 30 mai 2012, et le 23 mai 2018

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

4. Gouvernance et informations supplémentaires

4.1. Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale Annuelle de la Société tenue le 12 mai 2021 a approuvé les renouvellements de mandats qui lui étaient soumis.

Plus particulièrement, elle a renouvelé les mandats d'administrateur de M. Bertrand Meunier, M. Vivek Badrinath, Mme Aminata Niane et Mme Lynn Paine pour une durée de trois ans.

Sur cette base, le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle, a décidé de renouveler M. Bertrand Meunier dans ses fonctions de Président du Conseil d'Administration pour la durée de son mandat d'administrateur et de confirmer la composition des Comités du Conseil.

À la date du présent amendement au Document d'Enregistrement Universel, le Conseil d'Administration est composé de treize administrateurs, dont six indépendants, comme suit :

		INFORMATIONS PERSONNELLES				EXPERIENCE	POSITION AU CONSEIL			PARTICIPATION COMITES ³	
		Age	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions	Nombre de mandats dans des sociétés cotées ¹	Indépendance	Date de première nomination ²	Échéance de mandat		Ancienneté au Conseil
Président	Bertrand MEUNIER	65	M	Franco-Britannique	14000	1	NON	03/07/2008	AGM 2024	12	N&G ★
Directeur Général	Elie GIRARD	43	M	Française	70398	0	NON	16/12/2019	AGM 2022	1	N/A
Administrateurs <small>(L225-17 CCom)</small>	Vivek BADRINATH	52	M	Française	500	1	OUI	30/04/2019	AGM 2024	1	C ★♦
	Valérie BERNIS	62	F	Française	505	2	OUI	16/04/2015	AGM 2022	5	Rem, RSE ★
	Cedrik NEIKE	48	M	Franco-Allemande	500	2	NON	28/01/2020	AGM 2023	1	N/A
	Colette NEUVILLE	83	F	Française	1012	0	OUI	13/04/2010	AGM 2022	10	RSE
	Aminata NIANE	64	F	Sénégalaise	1012	0	OUI	27/05/2010	AGM 2024	10	Rem ★
	Lynn PAINE	71	F	Américaine	1000	0	OUI	29/05/2013	AGM 2024	7	C ♦, N&G, RSE
	Edouard PHILIPPE	50	M	Française	501	0	OUI	27/10/2020	AGM 2023	0	N&G
Administrateur représentant les salariés actionnaires <small>(L225-23 CCom)</small>	Vernon SANKEY	72	M	Britannique	1296	0	NON	10/02/2009	AGM 2022	12	C ♦, RSE
	Jean FLEMING	52	F	Britannique	1718	0	NON	28/05/2009	AGM 2022	11	Rem
Administrateurs Salariés <small>(L225-27-1 CCom)</small>	Vesela ASPARUHOVA	38	F	Bulgare	0	0	NON	16/10/2020	AGM 2023	0	N/A
	Farès LOUIS	59	M	Française	0	0	NON	25/04/2019	AGM 2023	1	N/A

¹ Autres mandats exercés dans des sociétés cotées (en dehors du groupe Atos). Les mandats exercés dans des sociétés appartenant au même groupe sont comptabilisés comme un seul mandat.

² Date de première nomination au Conseil d'administration d'Atos

³ N&G : Comité des Nominations et de Gouvernance, Rem: Comité des Rémunérations, C : Comité des Comptes, RSE : Comité RSE

★ Président du Comité

♦ Vivek Badrinath, Lynn Paine et Vernon Sankey possèdent les compétences financières et comptables requises en vertu de leur formation et de leur parcours professionnel aux fins de leur participation en qualité de membre du Comité des Comptes

Par rapport aux informations publiées dans le Document d'Enregistrement Universel 2020, il est précisé que M. Cedrik Neike a été nommé le 2 juin 2021 au Conseil de Surveillance d'Evonik Industries AG, une société cotée basée en Allemagne.

4.2. Assemblée Générale Annuelle du 12 mai 2021

L'Assemblée Générale Annuelle s'est réunie le 12 mai 2021 à huis clos avec une diffusion vidéo en direct en raison des contraintes sanitaires liées à l'épidémie de Covid-19.

L'Assemblée Générale a approuvé les comptes sociaux de l'exercice 2020 et le versement d'un dividende ordinaire au titre de cet exercice à hauteur de 0,90 € par action, qui a été mis en paiement le 18 mai 2021.

Le Conseil d'Administration a pris acte du vote négatif sur la 2^{ème} résolution relative à l'approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020 (voir §1.1 & §1.4 pour les développements les plus récents en lien avec l'audit des entités légales américaines ayant fait l'objet d'une réserve des commissaires aux comptes pour limitation de travaux et le plan de remédiation et de prévention).

L'Assemblée a ensuite approuvé les éléments de rémunération et les avantages versés ou attribués au titre de l'exercice 2020 à M. Bertrand Meunier, Président du Conseil d'Administration, et à M. Élie Girard, Directeur Général.

L'Assemblée Générale a approuvé les politiques de rémunération 2021 applicables aux administrateurs, au Président du Conseil d'Administration et au Directeur Général.

Les actionnaires d'Atos ont adopté à une très large majorité une résolution « *Say On Climate* » sur la politique environnementale en matière de décarbonation du Groupe, confirmant sa position parmi les entreprises technologiques les plus avancées en matière de lutte contre le changement climatique.

Le résultat complet des votes de l'Assemblée Générale Annuelle ainsi que la documentation relative à l'ensemble des résolutions adoptées est disponible sur le site internet de la Société (www.atos.net), rubrique Investisseurs.

4.3. Rémunération et actionnariat des dirigeants

4.3.1. Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 27 juillet 2021

Dans le cadre de l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale Annuelle du 12 mai 2021 dans sa 20^{ème} résolution, le Conseil d'Administration de la Société, lors de sa réunion du 27 juillet 2021, a décidé sur la recommandation du Comité des Rémunérations, de procéder à l'attribution de 862 100 actions de performance au profit des membres du Comité de Direction Générale et de cadres supérieurs et collaborateurs clés sélectionnés.

Le Directeur Général a décidé de renoncer à son éligibilité à l'attribution d'actions de performance pour l'année 2021. Le Comité des Rémunérations et le Conseil d'Administration ont pris acte de la demande du Directeur Général. Par conséquent, aucune action de performance ne sera attribuée à M. Élie Girard au titre de l'année 2021. De plus, le Directeur Financier du Groupe a également décidé de renoncer à cette attribution. Enfin, le Conseil d'Administration a octroyé aux membres du Comité de Direction Générale une quantité d'actions réduite de 10% par rapport à l'attribution initiale prévue.

Les principales caractéristiques et conditions du plan d'actions de performance sont les suivantes :

Condition de présence : sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan telles que, par exemple, les cas de décès ou d'invalidité ou de retraite du bénéficiaire, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la présence du bénéficiaire dans le Groupe Atos comme salarié ou mandataire social pendant la période d'acquisition.

Conditions de performance : l'acquisition définitive de tout ou partie des actions de performance est subordonnée à la réalisation sur une période de trois ans de trois indicateurs internes de performance financière et deux conditions de performance, une externe et une interne, liées à la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise (« RSE »), basées respectivement sur l'indice Dow Jones Sustainability Index (« DJSI ») (World ou Europe) et sur la réduction des émissions de CO₂.

Les quatre indicateurs internes de performance retenus sont en lien direct avec les facteurs clés de la stratégie du Groupe et comprennent trois indicateurs financiers et un indicateur en matière de RSE :

- (i) le taux de croissance du chiffre d'affaires conditionnant 30% de l'attribution,
- (ii) le taux de marge opérationnelle conditionnant 25% de l'attribution,
- (iii) le taux de conversion de la marge opérationnelle en flux de trésorerie disponible conditionnant 25% de l'attribution, et
- (iv) la réduction de l'intensité carbone du Groupe conditionnant 10% de l'attribution.

Les indicateurs financiers seront calculés sur une base consolidée en tenant compte des éventuelles variations de périmètre et des variations de taux de change.

Le Conseil d'Administration a décidé, sur recommandation du Comité des Rémunérations, d'aligner les objectifs financiers du plan d'actions de performance 2021 sur les objectifs ajustés communiqués au marché le 12 juillet 2021 et sur une amélioration progressive des indicateurs vers les cibles moyen terme du Groupe qui ont été confirmées le même jour.

La condition externe liée à la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, basée sur l'indice Dow Jones Sustainability Index (« DJSI ») (World ou Europe), conditionne 10% de l'attribution. Le niveau d'atteinte cible est fondé sur la moyenne des scores obtenus par le Groupe Atos pendant la période de performance, sur la base de la moyenne des rangs en percentile de la Société, résultant de la comparaison avec les autres sociétés composant l'indice DJSI au titre de ces trois années.

Des courbes d'élasticité permettent d'accélérer à la hausse comme à la baisse le pourcentage de l'attribution relative à chaque indicateur de performance en fonction de son niveau d'atteinte à l'issue de la période de trois ans. Le nombre final d'actions acquises ne pourra en aucun cas être supérieur au nombre initialement attribué.

4.3.2. Révision des conditions de performance des plans d'actions de performance 2019¹ et 2020²

Lors de sa réunion du 16 juillet 2021, le Conseil d'Administration a décidé, sur recommandation du Comité des Rémunérations, de modifier les objectifs financiers des plans d'actions de performance des années 2019 et 2020 pour tous les bénéficiaires de ces plans à l'exception du Directeur Général et du Directeur Financier du Groupe pour lesquels les objectifs financiers n'ont pas été modifiés. L'objectif de cette révision était d'aligner les objectifs financiers de ces plans d'actions de performance sur les nouveaux objectifs 2021 communiqués au marché le 12 juillet 2021 et sur une amélioration progressive des indicateurs vers les cibles moyen terme du Groupe qui ont été confirmées le même jour. Pour les autres membres du Comité de Direction Générale, les attributions des années 2019 et 2020 ont été réduites respectivement de 20% et de 15% (au moyen d'une réduction dans ces proportions du nombre maximum d'actions de performance initialement attribuées). Les objectifs extra-financiers sont maintenus pour l'ensemble des bénéficiaires.

4.3.3. Actions de performance devenues disponibles depuis le 1^{er} janvier 2021 pour les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°7

Depuis le 1^{er} janvier 2021, aucune action de performance n'est devenue disponible pour les dirigeants mandataires sociaux. Toutefois, les actions de performance attribuées le 22 juillet 2018 deviendront disponibles le 30 juillet 2021. Le Directeur Général fait partie des bénéficiaires de ce plan. Les conditions d'acquisition et de disponibilité sont détaillées dans le Document d'Enregistrement Universel 2020, au paragraphe 4.3.3.1.

Tableau AMF n° 7	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Directeur Général	22 juillet 2018	13 748	30 juillet 2021	30 juillet 2021

4.3.4. Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1^{er} janvier 2021 par les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°5

Le Directeur Général ne détenait aucune option donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions avant l'attribution de stock options du 24 juillet 2019 (en cours d'acquisition).

¹ Plans d'actions de performance en date des 24 juillet 2019 et 23 octobre 2019

² Plan d'actions de performance en date du 24 juillet 2020

4.4. Evolution du capital

4.4.1. Informations de base

4.4.1.1. Transactions des titres (Euronext)

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (compartiment A) depuis 1995, sous le code ISIN FR0000051732. Le titre Atos SE est éligible au SRD et au PEA. Les actions de la Société font partie du CAC 40, principal indice publié par Euronext Paris, depuis le 20 mars 2017.

Les codes les plus courants sont les suivants :

Source	Codes
Euronext	ATO
AFP	ATO
Bloomberg	ATO FP
Reuters	ATOS PA
Thomson	ATO FR

La classification sectorielle sur Euronext est la suivante :

Euronext : Classification sectorielle ICB

Industrie: 9000, Technology

Supsecteur: 9500, Technology

Secteur: 9530, Software and Computer services

Sous secteur: 9533, Computer Services

4.4.1.2. Evolution du flottant

Atos a mis à jour le niveau de son flottant à la suite de l'expiration, le 30 septembre 2020, de l'engagement de conservation au titre du Lock-up Agreement conclu entre Atos SE et Siemens Pension-Trust e.V. (« SPT »). Compte tenu du fait que SPT agit en toute indépendance eu égard à son statut et n'est pas juridiquement contrôlé par Siemens AG, les 10 722 509 actions Atos détenues par SPT au 30 juin 2021, représentant 9,75%, ont été incluses dans le flottant.

Les participations détenues par les salariés et les membres du Conseil d'Administration ainsi que les actions auto-détenues sont exclues du flottant.

Au 30 juin 2021	Actions	% du capital	% des droits de vote exerçables
Salariés	3 463 084	3,1%	3,2%
Conseil d'administration	92 442	0,1%	0,1%
Auto détention	782 876	0,7%	-
Flottant	105 654 764	96,1%	96,7%
Total	109 993 166	100,0%	100,0%

4.4.2. Dividendes

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Annuelle du 12 mai 2021 a approuvé la mise en paiement en 2021 d'un dividende de 0,90 euro par action au titre du résultat de l'exercice 2020. La mise en paiement a été effectuée le 18 mai 2021.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes ont été les suivants :

Période fiscale	Montant du dividende
Dividende 2020 (versé en 2021)	0,90 €
Distribution au titre de l'exercice 2019	N/A
Dividende 2018 (versé en 2019)	1,70 €

4.4.3. Capital

4.4.3.1. Capital au 30 juin 2021

Au 30 juin 2021, le capital social de la Société s'élevait à 109 993 166 euros, divisé en 109 993 166 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Depuis le 31 décembre 2020, le capital est resté inchangé et n'a fait l'objet d'aucune modification.

4.4.3.2. Franchissements de seuils

Depuis le 1^{er} janvier 2021, la Société a été informée des franchissements de seuils suivants :

- (i) BlackRock Inc., agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la hausse, le 1^{er} février 2021, le seuil de 5% du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'une acquisition d'actions Atos SE hors et sur le marché et de l'augmentation du nombre d'actions ATOS SE détenues à titre de garantie) et détenir 5,06% du capital et des droits de vote de la Société ;
- (ii) Siemens Pension-Trust e.V. a déclaré avoir franchi à la baisse, le 14 juin 2021, le seuil de 10% du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'une cession d'actions Atos SE sur le marché) et détenir 9,96% du capital et des droits de vote de la Société.

Nom de l'entité notifiant le franchissement de seuil	Date de la déclaration	Date du franchissement de seuil	Sens (↗↘)	Actions	% de participation ¹	% de droits de vote ²	Référence de la publication AMF
BlackRock Inc.	02/02/2021	01/02/2021	↗	5 568 745	5,06%	5,06%	221C0266
Siemens Pension Trust e.V.	17/06/2021	14/06/2021	↘	10 956 753	9,96%	9,96%	221C1432

¹ A la date du franchissement de seuil

² Y compris auto-détention à cette date, en application du 2^e alinéa de l'article 223-111. du règlement général de l'AMF.

4.4.3.3. Auto-détention

Le cadre juridique

La 16^{ème} résolution votée par l'Assemblée Générale Annuelle du 12 mai 2021 a renouvelé, au bénéfice du Conseil d'Administration, l'autorisation d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

Ces achats pourront être effectués afin :

- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF,
- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues ou admises par les dispositions légales et réglementaires applicables notamment dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 22-10-56 et suivants du Code de commerce, (iii) d'attribution gratuite d'actions, notamment dans le cadre prévu par les articles L. 22-10-59, L. 22-10-60 et L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) de plans d'actionnariat de droit français ou étranger, notamment dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera,
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera,
- de les conserver et de les remettre ultérieurement, à titre de paiement, d'échange ou autre, dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, ou
- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social autorisée par l'Assemblée Générale, notamment en application de la 17^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Annuelle du 12 mai 2021.

La présente autorisation pourra être utilisée à tout moment, à l'exception de périodes d'offre publique visant les titres de la Société.

La présente autorisation permettra également à la Société d'opérer sur ses propres actions en vue de toute autre finalité conforme à la réglementation en vigueur ou qui viendrait à bénéficier d'une présomption de légitimité par les dispositions légales et réglementaires applicables ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'AMF. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions pourront porter sur un nombre maximum d'actions représentant 10% des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée Générale Annuelle du 12 mai 2021, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Les acquisitions, cessions, transferts ou échanges d'actions pourront être effectués par tous moyens, selon la réglementation en vigueur, en une ou plusieurs fois, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, notamment par offre publique ou transactions de blocs d'actions (qui pourront atteindre la totalité du programme), et le cas échéant, par le recours à des instruments financiers dérivés (négociés sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré), ou à des

bons ou valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, ou par la mise en place de stratégies optionnelles telles que les achats et ventes d'options d'achat ou de vente, ou par l'émission de valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière à des actions de la Société détenues par cette dernière, et ce aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'Administration, dans les conditions prévues par la loi, appréciera, le tout dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables.

Le prix maximal d'achat ne devra pas excéder 120 euros (hors frais) par action.

Le Conseil d'Administration pourra toutefois ajuster le prix d'achat susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat s'élève en conséquence à 1 319 917 992 euros, tel que calculé sur la base du capital social au jour de l'Assemblée Générale Annuelle.

La présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter du 12 mai 2021.

L'auto-détention

Au 30 juin 2021, la Société détenait 782 876 actions soit 0,7% du capital représentant une valeur de portefeuille de 40 161 538,80 euros sur la base du cours de la bourse du 30 juin 2021 et une valeur comptable de 49 524 498,45 euros. Ces actions sont affectées à l'allocation d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de son Groupe et correspondent à la couverture des engagements relatifs aux plans d'incitation long-terme.

La Société a procédé au rachat de 820 000 actions entre le 19 février 2021 et le 5 mars 2021 dans le cadre d'un mandat donné à un prestataire de services d'investissements comme annoncé par le Groupe le 19 février 2021.

Entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2021, la Société a transféré 155 389 actions de la Société à des bénéficiaires de plans d'intéressement à long-terme.

4.4.3.4. Effet potentiel futur sur le capital

Actions potentielles

Le capital social de la Société, composé de 109 993 166 actions émises au 30 juin 2021, pourrait être augmenté jusqu'à un maximum de 2,35% par la création de 2 580 340 actions nouvelles. La dilution peut résulter de l'exercice des options de souscription d'actions allouées aux salariés ou de l'acquisition d'actions de performance :

<i>(en nombre d'actions)</i>	30 juin 2021*	31 décembre 2020	Variation	% du capital
Nombre d'actions émises	109 993 166	109 993 166	-	
Issues des options de souscription d'actions	152 900	162 900	-10 000	0,14%
Issues des actions de performance	2 427 440	2 812 862	-385 422	2,21%
Dilution potentielle	2 580 340	2 975 762	-395 422	2,35%
Total du capital potentiel	112 573 506	112 968 928		

* Ne tient pas compte des attributions nouvelles et des réductions de quantités d'actions de performance décidées après le 30 juin 2021, ni d'éventuelles radiations intervenues après cette date

Sur un total de 152 900, aucune option de souscription n'avait de prix d'exercice inférieur au cours de bourse de l'action au 30 juin 2021 (52,46 euros à l'ouverture).

Evolution des options de souscription d'actions

Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2020	162 900
Options de souscription d'actions attribuées en 2021	-
Options de souscription d'actions exercées en 2021	-
Options de souscription d'actions déchues ou périmées en 2021	10 000
Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2021	152 900

Au 30 juin 2021, aucune option de souscription d'actions accordée par le Groupe n'est exerçable. La totalité des options de souscription d'actions au 31 décembre 2020 est en cours d'acquisition et deviendront exerçables à compter du 24 juillet 2022.

Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières

Conformément aux résolutions votées par l'Assemblée Générale le 16 juin 2020 et le 12 mai 2021 les autorisations d'intervenir sur le capital social et d'émettre des actions et autres valeurs mobilières en cours de validité sont les suivantes au 27 juillet 2021 :

	Montant des autorisations (valeur nominale)	Utilisation des autorisations (valeur nominale)	Solde non utilisé (valeur nominale)	Date d'exp l'autorisation
1 rachat par la Société de ses propres actions	10% du capital ajusté à tout moment	853 300	9,22%	12/11/2022
1 capital social	10% du capital ajusté au jour de la réduction	0	10% du capital ajusté au jour de la réduction	12/07/2023
1 capital réservée aux salariés ¹	2 199 863	0	2 199 863	12/11/2022
1 capital réservée à des opérations réservées aux certains pays au moyen de dispositif équivalents et i ¹	219 986	0	219 986	12/11/2022
1 distribution d'actions de performance aux salariés sociaux	989 938	862 100	127 838	12/07/2024
20 capital avec DPS	32 764 474	0	32 764 474	16/08/2022
0 capital sans DPS par offre au public ^{1 2}	10 921 491	0	10 921 491	16/08/2022
0 capital sans DPS par placement privé ^{1 2}	10 921 491	0	10 921 491	16/08/2022
0 capital social sans DPS en vue de rémunérer nature ^{1 2}	10 921 491	0	10 921 491	16/08/2022
0 nombre de titres en cas d'augmentation de sans DPS ^{1 2 3}	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	0	Extension de 15 % maximum de l'émission initiale	16/08/2022
0 capital par incorporation de primes, réserves, tre	5 111 millions	0	5 111 millions	16/08/2022

l'augmentation de capital effectuée au titre des 25^e, 26^e, 27^e, 28^e résolutions de l'AGM du 16 juin 2020 et des 18^e et 19^e résolutions de l'AGM du 12 mai 2021 s'imputera sur le montant du capital social de l'AGM du 16 juin 2020.

Les augmentations de capital effectuées sans droit préférentiel de souscription au titre des 25^e, 26^e, 27^e, et 28^e résolutions de l'AGM du 16 juin 2020 sont soumises à un plafond de 10% du capital de la Société au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 16 juin 2020 (soit 10 921 491 euros). Toute augmentation de capital en vertu desdites résolutions est soumise à un plafond global.

Le plafond global s'impute (i) sur le plafond de la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale, (ii) sur le plafond global prévu à la 24^e résolution de l'AGM du 12 mai 2021 et (iii) sur le montant du sous-plafond mentionné au point 2 ci-dessus.

Le nombre d'actions nouvelles autorisées pouvant être émises dans le cadre des délégations de compétence susvisées (les 28^{ème} et 29^{ème} résolutions de l'Assemblée Générale Annuelle du 16 juin 2020 étant mises à part) s'élève à 32 892 312 actions, ce qui représente 29,90% du capital social à la date de ce document.

5. Annexes

5.1. Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, contacter :

Gilles Arditti

Directeur Exécutif Relations Investisseurs et Audit interne

Tel +33 (0) 1 73 26 00 66
gilles.arditti@atos.net

Mohamed Taghia

Manager Relations Investisseurs

Tel +33 (0) 6 75 08 37 75
mohamed.taghia@atos.net

Ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : investors@atos.net

5.2. Calendrier financier

21 octobre 2021 (avant ouverture du marché)	Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2021
28 février 2022 (après clôture du marché)	Résultats annuels 2021
27 avril 2022 (avant ouverture du marché)	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2022
18 mai 2022	Assemblée Générale Annuelle
27 juillet 2022 (avant ouverture du marché)	Résultats du premier semestre 2022

5.3. Table de concordance de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020

La table de concordance ci-après permet d'identifier les informations requises par les annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) 2019/980 du 14 mars 2019 conformément au schéma du Document d'Enregistrement Universel qui figurent dans les sections du Document d'Enregistrement Universel 2020 telles que mises à jour et/ou modifiées par le présent amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020, les deux documents devant être lus conjointement.

Les informations figurant sur les sites internet mentionnés par les liens hypertextes www.atos.net et www.amf-france.org pages 1 et 60 du présent amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020 ne font pas partie de l'amendement.

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document d'Enregistrement Universel 2020	Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020
1.	Personnes responsables, information provenant de tiers, rapport d'experts et approbation de l'autorité compétente		
1.1.	Identité des personnes responsables	9.1.1	3.1
1.2.	Déclaration des personnes responsables	9.1.2	3.2
1.3.	Nom, adresse, qualifications et intérêts potentiels des personnes intervenant en qualité d'experts	N/A	N/A
1.4.	Attestation relative aux informations provenant d'un tiers	N/A	N/A
1.5.	Déclaration sans approbation préalable de l'autorité compétente	N/A	N/A
2.	Contrôleurs légaux des comptes		
2.1.	Identité des contrôleurs légaux	9.1.3	3.3
2.2.	Changement éventuel	N/A	N/A
3.	Facteurs de risques	7.2	1.4
4.	Information concernant l'émetteur		
4.1.	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	4.1.2	N/A
4.2.	Lieu, numéro d'enregistrement et LEI de l'émetteur	4.1.2	N/A
4.3.	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	4.1.2	N/A
4.4.	Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant les activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire, site web avec un avertissement	4.1.1 ; 4.1.2; 9.2	N/A
5.	Aperçu des activités		
5.1.	Principales activités		
5.1.1.	Nature des opérations	1. "Profil d'Atos"; 3.1; 2	N/A
5.1.2.	Nouveaux produits et services importants	2	N/A
5.2.	Principaux marchés	1. "Profil d'Atos" ; 1. "Taille de marché et environnement concurrentiel"	N/A
5.3.	Événements importants	1. "Principales réalisations en 2020 "; 1. "L'histoire d'Atos"; 8.8.5	1.1
5.4.	Stratégie et objectifs	Vision, ambition et stratégie; 3.2	1.3
5.5.	Dépendance de l'émetteur à l'égard des brevets, licences, contrats et procédés de fabrication	7.2.4.2;	N/A
5.6.	Déclaration sur la position concurrentielle	1. "Taille de marché et environnement concurrentiel"	N/A
5.7.	Investissements		
5.7.1.	Investissements importants réalisés	1. "Modèle économique" ; 6.1.7.5 – Note 1	2.2.6.3 – Note 1
5.7.2.	Principaux investissements en cours ou que compte réaliser l'émetteur à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes et méthodes de financement	N/A	N/A
5.7.3.	Co-entreprises et engagements pour lesquels l'émetteur détient une proportion significative du capital	N/A	N/A
5.7.4.	Questions environnementales	5.2	N/A
6.	Structure organisationnelle		
6.1.	Description sommaire du Groupe	1. "Profil d'Atos; 1. "L'histoire d'Atos";	N/A
6.2.	Liste des filiales importantes	6.1.7.5 – Note 18	N/A
7.	Examen de la situation financière et du résultat		
7.1.	Situation financière		
7.1.1.	Évolution des résultats et de la situation financière comportant des indicateurs clés de performance de nature financière et le cas échéant, extra-financière	3.1; 3.3; 6.1	1.2
7.1.2.	Prévisions de développement futur et activités en matière de recherche et de développement	2.4	N/A
7.2.	Résultats d'exploitation	3.1; 3.3; 6.1	1.2; 2.1; 2.2
7.2.1.	Facteurs importants, événements inhabituels, peu fréquents ou nouveaux développements	1 "Principales réalisations en 2020"; ; 2; 3.1; 8.8.5	1.2
7.2.2.	Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	1. "Taille de marché et environnement concurrentiel"; 2; 3.1	1.2

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document d'Enregistrement Universel 2020	Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020
8.	Trésorerie et capitaux		
8.1.	Information sur les capitaux	6.1; 8	2.2 ; 4.4
8.2.	Flux de trésorerie	3.3.2	2.1.2
8.3.	Besoins de financement et structure de financement	3.3.3.1	2.1.3
8.4.	Restrictions à l'utilisation des capitaux	N/A	N/A
8.5.	Sources de financement attendues	N/A	N/A
9.	Environnement réglementaire		
9.1.	Description de l'environnement réglementaire et toute mesure ou facteur de nature administrative, économique, budgétaire, monétaire ou politique	5	N/A
10.	Informations sur les tendances		
10.1.	Description des principales tendances et de tout changement significatif de performance financière du groupe depuis la fin du dernier exercice	1" Tendances de marché"; 2; 3.1	1.2
10.2.	Événement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives	1" Tendances de marché"; 2; 3.1	1.2
11.	Prévisions ou estimations du bénéfice		
11.1.	Prévisions ou estimations de bénéfice publiées	3.2; 3.3	1.3; 2.1
11.2.	Déclaration énonçant les principales hypothèses de prévisions	3.2; 3.3	1.3; 2.1
11.3.	Déclaration de comparabilité avec les informations financières historiques et de conformité des méthodes comptables	6.1.7.2	2.2.6.1
12.	Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale		
12.1.	Informations concernant les membres		
	Nom, adresse professionnelle et fonction	1. « Conseil d'Administration »; 1. « Comité de Direction Générale (GMC)»; 4.2.3.1	N/A
	Nature de tout lien familial existant	4.2.3.7	N/A
	Expertise et expérience	4.2.3.1	N/A
	Déclaration de non-condamnation	4.2.3.6	N/A
12.2.	Conflits d'intérêts	4.2.3.7	N/A
13.	Rémunération et avantages		
13.1.	Rémunération versée et avantages en nature	4.3	4.3
13.2.	Provisions pour pensions et retraites	4.3	4.3
14.	Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
14.1.	Date d'expiration des mandats	4.2.3.1	4.1
14.2.	Contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur	4.2.3.7	N/A
14.3.	Informations sur les comités d'audit et le comité de rémunération	4.2.4.3; 4.2.4.4 ; 4.2.4.6	N/A
14.4.	Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	4.2.1	N/A
14.5.	Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise	4.2.2	N/A
15.	Salariés		
15.1.	Nombre de salariés	5.3; 3.1.6	1.2.5
15.2.	Participations et stock-options	4.3.3	4.3
15.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital	5.3.7 ; 8.7.5	N/A
16.	Principaux actionnaires		
16.1.	Actionnaires détenant plus de 5% du capital à la date du document d'enregistrement	6.1.7.5 - Note 6; 8.2	4.4.1.2 ; 4.4.3.2
16.2.	Existence de droits de vote différents	4.1.3.2 ; 8.7.4	N/A
16.3.	Contrôle direct ou indirect	8.1.1.2; 8.2; 8.7	4.4.1 ; 4.4.3
16.4.	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	4.1	N/A

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document d'Enregistrement Universel 2020	Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020
17.	Transactions avec des parties liées	6.1.7.5- Note 17; 6.1.7.5- Note 19	1.6
18.	Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
18.1.	Informations financières historiques		
18.1.1.	Informations financières historiques audités pour les trois derniers exercices et le rapport d'audit	6.2; 9.6.2	2.2
18.1.2.	Changement de date de référence comptable	N/A	N/A
18.1.3.	Normes comptables	6.1.7.2	2.2.6.1
18.1.4.	Changement de référentiel comptable	6.1.7.2	2.2.6.1
18.1.5.	Informations financières en normes comptables françaises	6.1	2.2
18.1.6.	Etats financiers consolidés	6.1	2.2
18.1.7.	Date des dernières informations financières	6.1	2.2
18.2.	Informations financières intermédiaires et autres		
18.2.1.	Informations financières trimestrielles ou semestrielles	N/A	2.2
18.3.	Audit des informations financières annuelles historiques		
18.3.1.	Audit indépendant des informations financières annuelles historiques	6.1.1	2.3
18.3.2.	Autres informations auditées	N/A	N/A
18.3.3.	Sources et raisons pour lesquelles des informations n'ont pas été auditées	N/A	N/A
18.4.	Informations financières pro forma	3.1	1.2
18.5.	Politique de distribution de dividendes		
18.5.1.	Description de la politique de distribution de dividendes et de toute restriction applicable	8.3	4.4.2
18.5.2.	Montant du dividende par action	8.3	4.4.2
18.6.	Procédures administratives, judiciaires et d'arbitrage	7.3.3	1.5
18.7.	Changement significatif de la situation financière	6.1.7.5- Note 19	2.2.6.3 - Note 13
19.	Informations complémentaires		
19.1.	Capital social		
19.1.1.	Montant du capital souscrit, nombre d'actions émises et totalement libérées et valeur nominale par action, nombre d'actions autorisées	8.1.1.2; 8.2; 8.7; 8.7.7	4.4.3
19.1.2.	Informations relatives aux actions non représentatives du capital	N/A	N/A
19.1.3.	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur	8.7.6	4.4.3
19.1.4.	Informations relatives aux valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	8.7.7	4.4.3
19.1.5.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	8.7.7	N/A
19.1.6.	Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options	N/A	N/A
19.1.7.	Historique du capital social	8.7.2	N/A
19.2.	Acte constitutif et statuts		
19.2.1.	Registre et objet social	4.1.2	-
19.2.2.	Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions	4.1.3.2	-
19.2.3.	Disposition ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle	4.1.3.2	-
20.	Contrats importants	6.2	1.2.4
21.	Documents disponibles	4.1; 8.4	5.1

5.4. Table de concordance du rapport financier semestriel

Afin de faciliter la lecture du présent document, la table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020, les informations qui constituent le rapport financier semestriel devant être publié par les sociétés cotées conformément aux articles L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-4 du règlement général de l'AMF.

Informations	Sections
Etats financiers consolidés résumés semestriels	2.2
Rapport semestriel d'activité	1.1; 1.2; 1.4; 1.6; 2.1
Attestation du responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020	3.2
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	2.3

5.5. Table des matières détaillée

1.	RAPPORT D'ACTIVITE	3
1.1.	Atos au premier semestre 2021	3
1.2.	Revue opérationnelle	8
1.2.1.	Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants	8
1.2.2.	Chiffre d'affaires par Secteur	10
1.2.2.1.	Industries	10
1.2.2.2.	Services Financiers & Assurance	11
1.2.2.3.	Secteur Public & Défense	11
1.2.2.4.	Télécommunications, Médias & Technologies	12
1.2.2.5.	Ressources & Services	13
1.2.2.6.	Santé & Sciences de la Vie	13
1.2.3.	Performance par Entité Opérationnelle Régionale	14
1.2.3.1.	Amérique du Nord	14
1.2.3.2.	Europe du Nord	15
1.2.3.3.	Europe Centrale	16
1.2.3.4.	Europe du Sud	17
1.2.3.5.	Marchés de Croissance	18
1.2.3.6.	Coûts des structures globales	19
1.2.4.	Portefeuille	19
1.2.4.1.	Prise de commandes et ratio de prise de commandes	19
1.2.4.2.	Carnet de commandes	20
1.2.4.3.	Propositions commerciales	20
1.2.5.	Ressources Humaines	20
1.3.	Objectifs 2021 et cibles à moyen terme	21
1.4.	Facteurs de risques	22
1.5.	Litiges et réclamations	22
1.5.1.	Litiges en matière fiscale	23
1.5.2.	Litiges en matière commerciale	23
1.5.3.	Litiges en matière sociale	24
1.5.4.	Garanties de passif	24
1.5.5.	Autres	24
1.6.	Parties liées	24
2.	ETATS FINANCIERS	25
2.1.	Revue financière	25
2.1.1.	Compte de résultat	25
2.1.1.1.	Marge opérationnelle	25
2.1.1.2.	Autres produits et charges opérationnels	25
2.1.1.3.	Résultat financier	27
2.1.1.4.	Impôt	27
2.1.1.5.	Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	27
2.1.1.6.	Résultat net normalisé	28
2.1.1.7.	Résultat net par action	28
2.1.2.	Tableau de flux de trésorerie et endettement net	29
2.1.3.	Ratios bancaires	31
2.2.	Etats financiers consolidés résumés intermédiaires	32
2.2.1.	Compte de résultat consolidé intermédiaire	32
2.2.2.	Etat intermédiaire du résultat global consolidé	33
2.2.3.	Etats consolidés intermédiaires de la situation financière	34
2.2.4.	Tableau de flux de trésorerie consolidé intermédiaire	35
2.2.5.	Variation des capitaux propres consolidés	36
2.2.6.	Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	37
2.2.6.1.	Base de préparation	37
2.2.6.2.	Impact de la pandémie sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires	38
2.2.6.3.	Indicateurs Alternatifs de Performance	38
2.2.6.4.	Annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	39
2.3.	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2021	56
3.	PERSONNES RESPONSABLES	58
3.1.	Responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel	58
3.2.	Attestation du responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel	58

3.3.	Responsables du contrôle des comptes	58
4.	GOVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES	59
4.1.	Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration	59
4.2.	Assemblée Générale Annuelle du 12 mai 2021	60
4.3.	Rémunération et actionariat des dirigeants	61
4.3.1.	Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 27 juillet 2021	61
4.3.2.	Révision des conditions de performance des plans d'actions de performance 2019 et 2020	62
4.3.3.	Actions de performance devenues disponibles depuis le 1 ^{er} janvier 2021 pour les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°7	62
4.3.4.	Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1 ^{er} janvier 2021 par les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°5	62
4.4.	Evolution du capital	63
4.4.1.	Informations de base	63
4.4.1.1.	<i>Transactions des titres (Euronext)</i>	63
4.4.1.2.	<i>Evolution du flottant</i>	63
4.4.2.	Dividendes	64
4.4.3.	Capital	64
4.4.3.1.	<i>Capital au 30 juin 2021</i>	64
4.4.3.2.	<i>Franchissements de seuils</i>	64
4.4.3.3.	<i>Auto-détention</i>	65
4.4.3.4.	<i>Effet potentiel futur sur le capital</i>	66
5.	ANNEXES	69
5.1.	Contacts	69
5.2.	Calendrier financier	69
5.3.	Table de concordance de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020	69
5.4.	Table de concordance du rapport financier semestriel	73
5.5.	Table des matières détaillée	74